ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DE LA CAMPAGNE DE PRINTEMPS 2011 ET ANALYSE DES MARCHES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Coordination Nationale de Sécurité Alimentaire (CNSA)

HAÏTI

SEPTEMBRE 2011

Le présent rapport a été établi par Raphy Favre et Jean Carel Norcéïde pour le PAM et Alius Joseph, Burin Fidell, Chrisner Roche, Denis Louissaint, Francique Kenel, Fritz Gerald Guillaume, Geoffrin St. Louis, Jean Donald Roy, Jean Louis belony, Kerly Peutidier, Olguine Charles, Ronald Toussaint, Spencer Lindor, Théard Marcelin et William Jean pour la CNSA. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Gary Mathieu
Coordinateur
CNSA
gmathieu@cnsahaiti.org

Myrta Kaulard
Directrice du bureau du
PAM-Haïti
myrta.kaulard@wfp.org

TABLE DES MATIERES

Faits Saillants

1. VUE D'ENSEMBLE

2. CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE
2.1 Situation macro-économique : une décennie perdue
2.2 Population
2.3 Contexte agricole

3. PRODUCTION ALIMENTAIRE 2011/12
3.1 Pluviométrie
3.2 Saison Cyclonique
3.3 Irrigation
3.4 Intrants agricoles
  3.4.1 Semences
  3.4.2 Engrais
  3.4.3 Main d'œuvre
3.5 Maladie et nuisibles
3.6 Superficies cultivées
3.7 Estimation de la production
  3.7.1 Estimation de la production de la campagne de printemps 2011
  3.7.2 Estimation de la production de l'année 2011/12
  3.7.3 Zones identifiées pour des achats locaux de nourriture
3.8 Elevage
3.9 Pêche

4. BILAN VIVRIER PREVISIONNEL JUILLET 2011/JUIN 1012 (PROVISOIRE)

5. EVOLUTION DE LA PRODUCTION VIVRIERE PAR COMMUNE

6. ANALYSE DES MARCHES
6.1 Riz
6.2 Maïs
6.3 Pois noir et pois rouge
6.4 Hausse des prix et incidence sur le pouvoir d'achat

7. SECURITE ALIMENTAIRE
7.1 Résultats de l'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire – ENSA
  7.1.1 Prévalence de l'insécurité alimentaire
  7.1.2 Répartition géographique de l'insécurité alimentaire
  7.1.3 Profil des ménages en insécurité alimentaire
7.2 Impact du retard de la campagne de printemps sur la sécurité alimentaire
7.3 Situation Nutritionnelle
7.4 Estimations des besoins additionnels d'assistance alimentaire

8. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

ANNEXES
ANNEXE I – OBSERVATIONS SUR LE STOCKAGE ET LA TRANSFORMATION DU MAÏS EN HAÏTI
ANNEXE II – CARTES NDVI
ANNEXE III – CARTE DES PERFORMANCES DES CULTURES DE PRINTEMPS
ANNEXE IV – DIFFERENCE DE PRIX DU MAÏS MOULU LOCAL ET IMPORTES SUR LES MARCHES
ANNEXE V - LA SITUATION AGRICOLE AU NIVEAU DES DÉPARTEMENTS

Faits saillants

- Malgré un retard important du démarrage de la campagne de printemps 2011, les précipitations ont été généralement plus abondantes que la normale et une bonne récolte vivrière est attendue. Cependant, dans la plaine agro-pastorale et irriguée du Nord-Est, une sécheresse prolongée a sévi de novembre 2010 à août 2011, causant de fortes réductions de production vivrière et des pertes de bétail. Une partie du haut plateau central ainsi que certaines communes du Nord (Port Margot, Bas-Limbé), Nord-Ouest (St Louis du Nord, l'île de la Tortue) et de l'Ouest (Arcahaie, Cabaret et Gressier) ont également été touchées par une pluviométrie en dessous de la normale.
- Les prévisions de l'enquête, prenant en compte les campagnes de printemps, d'été et d'automne/hiver, établissent la production vivrière totale de 2011/12 à 607 200 tonnes pour les céréales, 186 300 tonnes pour les légumineuses, 1 465 00 tonnes pour les tubercules et 232 000 tonnes pour la banane plantain. Ceci représente une légère baisse de 7 pour cent pour les céréales, 6 pour cent pour les tubercules et 9 pour cent pour les légumineuses, alors que l'on note une augmentation de 6 pour cent pour la banane plantain. Ces comparaisons sont faites par rapport à 2010, l'année de production la plus élevée dans les registres du MARNDR.
- La production de riz a fortement chuté (-17 pour cent), principalement en raison d'un manque d'approvisionnement d'engrais dans le cadre d'un programme de subventionnement du MARNDR.
- Les besoins d'importations de céréales, légumineuses et bananes plantain pour la campagne de commercialisation 2011/12 (juillet/juin) sont estimés à 910 000 tonnes en équivalent céréales, dont 740 000 tonnes devraient être importées par voie commerciale. Le déficit non couvert est estimé à 170 000 tonnes.
- Les marchés sont bien approvisionnés en produits vivriers, cependant les prix restent élevés et supérieurs à ceux de 2010. L'indice des prix à la consommation (IPC) indique que le pouvoir d'achat à reculé de 9.5 pour cent en juillet 2011 par rapport à la même période en 2010.
- Les résultats de l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire-ENSA indiquent que la prévalence de l'insécurité alimentaire reste très élevée et qu'elle représente 45 pour cent de la population haïtienne, soit environ 4.7 millions d'individus. Dans ce groupe, on retrouve environ 850 000 personnes, soit 8.2 pour cent de la population qui sont en 'insécurité alimentaire élevée'.
- Dans les zones où la production agricole est mauvaise cette année, l'enquête estime qu'environ 230 000 personnes additionnelles tomberont dans l'insécurité alimentaire élevées et nécessiteront une assistance supplémentaire à celle établie par l'ENSA.

1. VUE D'ENSEMBLE

L'enquête d'évaluation de la campagne de printemps 2011 et de l'analyse des marchés et de la sécurité alimentaire a été réalisée du 25 juillet au 15 Septembre 2011 par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire-CNSA, le PAM et la FAO, avec la participation des structures décentralisées du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural-MARNDR. Celle-ci a pour objectif d'informer les décideurs sur les estimations de production vivrière, les tendances de disponibilité alimentaire et les besoins d'importations céréalières pour l'année commerciale 2011/12 (juillet/juin), et par la même occasion faire des recommandations sur les mesures à prendre au cours des prochaines saisons de culture. Les membres de l'enquête comprennent deux consultants du PAM (international et national), ainsi que 15 experts de la CNSA, couvrant tous les départements du pays. Les techniciens du MARNDR ont activement participé à l'enquête et prêté leur concours, autant à Port-au-Prince que sur le terrain. L'enquête couvre les 6 cultures et groupes de cultures principales en Haïti, soit le maïs, le sorgho, le riz, les légumineuses, les bananes plantains et les tubercules et porte sur la campagne de printemps 2011, alors que pour le riz la campagne d'été a également été évaluée.

L'enquête s'est déroulée en trois modules :

1. *La collecte de données sur la performance de la campagne agricole par culture, au niveau de l'ensemble des sections-communales du pays*. Elle a été organisée par les responsables des Observatoires et les agents de liaison de la CNSA, principalement à travers les responsables des Bureaux Agricoles Communaux-BAC et des visites ponctuelles de terrains. Une formation pour la collecte des données a été donnée par le PAM auprès des responsables des Observatoires et agents de liaisons des Directions Départementales Agricoles-DDA.
2. *Les visites de terrain par deux équipes conjointes PAM-CNSA couvrant 9 départements sur les 10 du pays.* La première équipe a visité les départements du Centre, de l'Artibonite, du Nord et du Nord-Est, alors que la deuxième à visité les départements de l'Ouest, du Sud, de la Grande Anse, des Nippes et du Nord-Ouest. Ces visites ont permis d'observer directement les conditions des cultures sur le terrain dans diverses zones agro-écologiques du pays, d'observer la disponibilité et les prix des produits vivriers sur les marchés locaux ainsi que de s'entretenir avec le personnel des DDA du Ministère de l'Agriculture, des spécialistes de vulgarisation agricole, des agronomes, des agriculteurs, d'associations de producteurs, le personnel d'ONG locales et internationales et de projets de développement. Ces visites de terrain ont permis de valider les données collectées, par section-communale, par le premier module. Suite à ce travail de terrain, 6 journées de restitutions avec les responsables de chaque Observatoire et agents de liaison de la CNSA ont eu lieu à Port au Prince, du 18 au 24 août, afin de consolider les informations collectées sur le terrain. Ces informations ont ensuite été digitalisées et cartographiées.
3. *L'analyse des bases de données de la présente enquête des récoltes ainsi que de l'Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire-ENSA*. Les membres de l'enquête ont également analysé les données météorologiques disponibles, des prix des denrées alimentaires, d'importation et exportation de produits vivriers ainsi que les informations contenues dans divers rapports sur le secteur agricole, la sécurité alimentaire et les bulletins d'alertes. A Port-au-Prince, les membres de l'enquête ont eu des entretiens avec le personnel du Ministère de l'agriculture, de la Banque de la République d'Haïti (BRH), de l'Institut Haïtien de Statistique et de l'Informatique (IHSI), de l'Administration Générale des Douanes (AGD), du Centre National d'Information Géo-Spatiale (CNIGS) ainsi que de plusieurs ONG.

Pour la campagne de printemps 2011, les pluies ont démarré entre avril et mai, selon les zones, avec un retard de 1.5 mois à plus de 2 mois sur la normale. Ce retard a été particulièrement marqué dans tous les départements situés au nord de Port-au-Prince. Toutefois, dès le démarrage des pluies en avril/mai, celles-ci ont été généralement plus abondantes que la normale dans l'ensemble du pays et une bonne récolte vivrière est attendue. La pressions des maladies et nuisibles sur les cultures a également été inférieure à celle de 2010.

Toutefois, dans certaines zones bien délimitées, les pluies ont commencé durant la troisième décade de mai pour s'interrompre au début juin, réduisant considérablement les surfaces cultivées ainsi que la performance des cultures plantées. Les plaines agro-pastorales sèches du Nord-Est sont les plus gravement touchées car elles ont été exceptionnellement arides dès novembre 2010 jusqu'en août 2011. Le haut plateau central ainsi que certaines communes du Nord (Port Margot, Bas-Limbé), Nord-Ouest (St Louis du Nord, l'île de la Tortue) et de l'Ouest (Arcahaie, Cabaret et Gressier) ont également été touchées par une pluviométrie en dessous de la normale.

Par rapport à la campagne de printemps 2010, l'enquête anticipe une légère diminution de la production de maïs, de sorgho et de tubercules. La production de riz a par contre été particulièrement affectée avec une baisse estimée à 16 pour cent, principalement en raison de la mauvaise disponibilité en eau d'irrigation en mars-avril et le manque d'engrais. La production de haricot a également été particulièrement affectée en raison de retards de la saison de printemps et des fortes pluies de début juin 2011. La production de banane plantain est en augmentation grâce à la réhabilitation des bananeraies entreprise par les producteurs suite à l'ouragan Thomas de novembre 2010. L'enquête a identifié trois zones de production excédentaires où des achats locaux de maïs sont possibles; l'Artibonite, la zone de St Raphaël-Dondon-La Victoire et Les Cayes. Les récoltes seront sur les marchés à partir de début Septembre dans la partie nord du pays.

Dans l'ensemble, les prévisions de l'enquête, prenant en compte les campagnes de printemps, d'été et d'automne/hiver, établissent la production vivrière totale de 2011/12 à 607 200 tonnes pour les céréales, 186 300 tonnes pour les légumineuses, 1 465 00 tonnes pour les tubercules et 232 000 tonnes pour la banane plantain. Ceci représente une légère baisse de 7 pour cent pour les céréales, 6 pour cent pour les tubercules et 9 pour cent pour les légumineuses, alors que l'on note une augmentation de 6 pour cent pour la banane plantain. La production de riz a fortement chuté (-17 pour cent), principalement en raison d'un manque d'approvisionnement d'engrais dans le cadre du programme de subventionnement du MARNDR. Il faut noter que l'enquête a fait l'hypothèse d'une amélioration de la disponibilité d'engrais à la mi-septembre pour les estimations de production. Cependant, au moment de la publication de ce rapport, la disponibilité d'engrais ne s'est pas améliorée et il est probable que la chute de production de riz sera plus importante que les -17 pour cent estimés si des actions rapides du Gouvernement ne sont pas prises (voir section 3.4.2 ci-dessous). Ces comparaisons sont faites par rapport à 2010, l'année de production la plus élevée dans les registres du MARNDR. Ces estimations font l'hypothèse d'une saison cyclonique calme et sans accident climatique particulier. Cependant, la NOAA anticipe que la saison 2011 sera en dessus de la moyenne avec 16 tempêtes tropicales et 9 ouragans. Ainsi, dans le cas de pertes causées par un cyclone ou un ouragan, des estimations de pertes devront être réalisées dans le cadre du Plan de Contingence afin de mettre à jours les estimations.

Les besoins d'importations de céréales, légumineuses et bananes plantain pour la campagne de commercialisation 2011/12 (juillet/juin) sont estimés à 910 000 tonnes en équivalent céréales, dont 740 000 tonnes devraient être importées par voie commerciale. Le déficit non couvert est estimé à 170 000 tonnes. Les visites de terrain ont confirmé que les marchés sont bien approvisionnés en produits vivriers dominés très majoritairement par des produits importés et en particulier le riz. Les prix des produits vivriers de base, mis à part le maïs moulin local, sont supérieurs sur les marchés locaux par rapport à la même période en 2010. L'indice des prix à la consommation (IPC) indique que le pouvoir d'achat à reculé de 9.5 pour cent en juillet 2011 par rapport à la même période en 2010.

Les résultats de l'ENSA indiquent que la prévalence de l'insécurité alimentaire reste très élevée et qu'elle représente 45 pour cent de la population haïtienne, soit environ 4.7 millions d'individus. Dans ce groupe, on retrouve environ 850 000 personnes, soit 8.2 pour cent de la population qui sont en 'insécurité alimentaire élevée'. Cette catégorie d'Haïtiens en insécurité alimentaire élevée, retrouvée en milieu rural et dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, prend 1.9 repas par jour et consacre à l'alimentation 67 pour cent de leurs revenus obtenus sur la base de petits emplois

journaliers. Les 37 pour cent des ménages restants se trouvent dans une situation d'insécurité alimentaire modérée. Les ménages de cette catégorie vivent principalement de la pêche, du charbon, des transferts de ménages vivants en Haïti et de l'agriculture. Ils dorment pour la plupart hors de leur maison où ils vivent majoritairement de travail journalier du secteur primaire de l'économie. Les départements de l'Artibonite (60.6 pour cent des ménages en insécurité alimentaire), du Nord-Ouest (57.7 pour cent), du Sud-Est (51.4 pour cent), du Sud (45.8 pour cent) et du Centre (43.9 pour cent) sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire. Il apparait que dans ces 4 départements, les récoltes étaient mauvaises en 2010 (voir rapport CFSAM 2010), ce qui a eu pour conséquence une dégradation de la situation de sécurité alimentaire.

Dans les zones où la production agricole de la campagne de printemps à été mauvaise, la présente enquête estime qu'environ 230 000 personnes additionnelles tomberont dans l'insécurité alimentaire élevée et nécessiteront une assistance supplémentaire à celle établie par l'ENSA.

Avec un retard généralisé des récoltes de 1.5 à plus de 2 mois, la période de soudure est nettement plus longue que la normale. Ainsi les ménages, agricoles inclus, dans l'ensemble du pays sont contraints à une forte dépendance des marchés pour leur approvisionnement en nourriture. Dans toutes les communautés visitées, les stocks de nourriture de production locale sont très bas où inexistants. Ce retard cause donc un stress économique considérable sur les ménages les plus vulnérables. Les stratégies de survie les plus fréquentes incluent la vente de petit bétail, la recherche d'emploi journalier et la production de charbon (en forte recrudescence dans les départements du nord). Afin de limiter les dépenses pour se préparer à la rentrée scolaire, les familles plus vulnérables limitent les nombre de repas journalier, ainsi que la diversité de la nourriture consommée. Cependant, l'enquête estime que la situation de sécurité alimentaire s'améliorera dès le début septembre lorsque toutes les zones commercialiseront les produits vivriers de la campagne de printemps 2011.

Dans les zones fortement affectées par une longue période sèche (plaines du Nord-Est), les ménages ont adopté des stratégies de décapitalisation dangereuses alors que la consommation de nourriture privilégie les enfants sur les adultes dont beaucoup survivent avec un repas de riz blanc par jour. La décapitalisation du bétail dans la plaine agro-pastoral sèche du Nord-Est a atteint un point critique. Ainsi, de nombreuses familles visitées dans la zone déclarent ne plus être en mesure de couvrir les frais scolaires pour la prochaine rentrée d'octobre 2011.

2. CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

2.1 Situation macro-économique : une décennie perdue

Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental et est classé parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier. En référence au classement de l'IDH, Haïti s'est située au 149e rang sur 177 pays en 2009. Le pays est donc l'un des plus pauvres de la planète avec un PIB par habitant d'environ USD 670 par année. Selon une étude réalisée par le PNUD en 2007, 76 pour cent de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 2 USD par jour, et 56 pour cent en dessous du seuil d'extrême pauvreté, avec moins de 1 USD par jour. La plupart des Haïtiens n'ont pas de retraite, de sécurité sociale ni d'épargne. Toutefois, on constate que le nombre de personnes qui gagnent 2 US$ par jour, comparé à ceux qui gagnent 1 US$ par jour a augmenté depuis 2004.

Du fait de sa position géographique, le pays se trouve sur la trajectoire de cyclones tropicaux et fait partie du lot restreint de pays condamnés à faire face presque chaque année, à des inondations et des ouragans parfois très puissants, accompagnés, généralement, d'autres phénomènes adverses, qui leur sont liés, comme les éboulements, les glissements de terrain, les raz-de-marée, les coulées de boue… Durant les 5 dernières années, Haïti a connu une série de catastrophes naturelles sans précédent qui a touché plus de 3.6 millions de personnes (tableau 1). Le tremblement de terre dévastateur du 12 janvier 2010 pèse encore de lourdes conséquences car environ 600 000 personnes vivent toujours sous des tentes, dans des conditions très difficiles.

Tableau 1: Résumé des derniers désastres naturels en Haïti

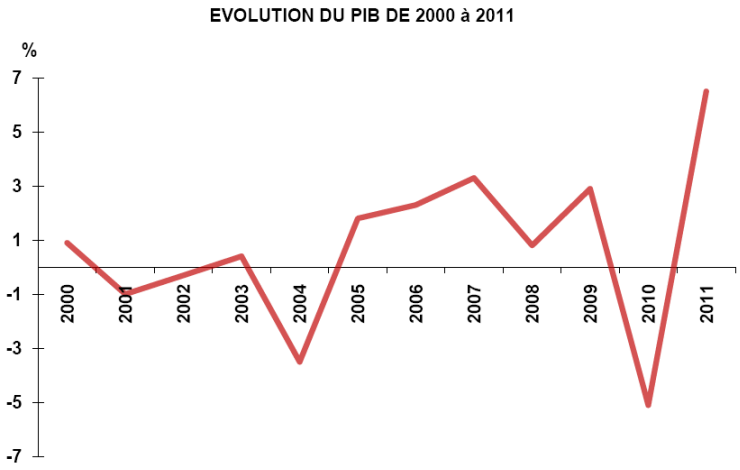
Événements	PIB affecté en %	Personnes affectées	Décès
2007 cyclones Dean & Noël	2	194 000	330
2008 cyclones Fay, Gustav, Hanna & Ike	15	1 000 000	800
2010 séisme	120	2 000 000	222 500
2010 cyclone Thomas			< 100
2010/11 choléra		440 000	6 300
Total		**3 634 000**	**230 000**

Sources: PDNA du tremblement de terre. Evaluation des dommages, des pertes et des besoins généraux et sectoriels, juin 2010; Direction de Protection Civile (Thomas) et Ministère de la santé (choléra).

Le tableau 2 et la figure 1 montrent que le taux de croissance a été négatif les premières années du nouveau millénium, mais qu'une reprise encourageante a été amorcée dès 2004. Cette éclaircie était due à la détente politique amorcée en 2006, après les élections générales de la même année et la réduction significative des actes de banditisme que le pays a encourus pendant les années 2004 et 2005. Par ailleurs, une politique budgétaire contrôlée avait favorisé, dans d'importantes proportions, cette performance. En effet, contrairement à ce qui se faisait au cours de certains exercices précédents, en 2007, la Banque de la République d'Haïti n'avait financé aucun déficit budgétaire. Cette tendance à la hausse a été grevée par les catastrophes naturelles de 2008. Puis, le terrible séisme du 12 janvier 2010, a réduit les efforts des années précédentes à néant. Ainsi, de 2000 à 2010, le PIB n'a évolué que de 1 pour cent sur 10 ans ; une décennie a été perdue !

Tableau 2 et Figure 1: Evolution du PIB de 2000-11 et comparaison avec le PIB du secteur agricole.
Source : IHSI

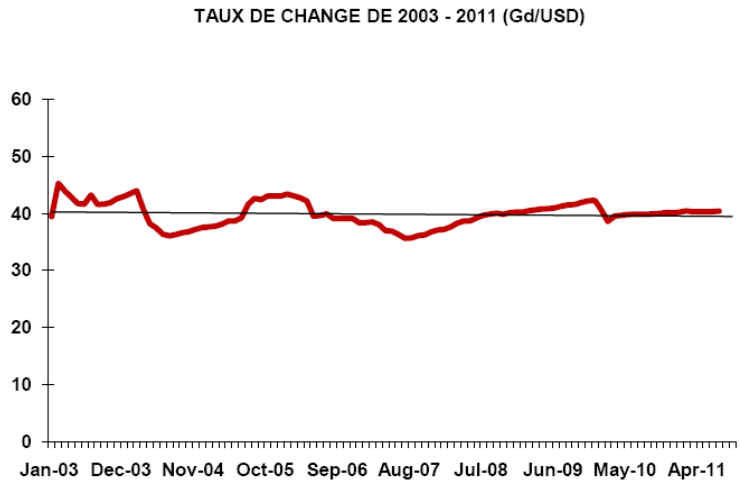
Année	PIB en millions de Gd [1]	Taux Croissance PIB en %	Taux de croissance - secteur agricole
2000	13 139	0.9	-3.6
2001	13 002	-1.0	0.9
2002	12 968	-0.3	-3.7
2003	13 015	0.4	0.2
2004	12 557	-3.5	-4.8
2005	12 783	1.8	2.6
2006	13 071	2.3	1.4
2007	13 508	3.3	2.3
2008	13 622	0.8	-7.5
2009	14 015	2.9	5.2
2010	13 307	-5.1	0.0
2011 [2]		6.0	



[1]/ En millions de gourde courantes de 1986-1987. Source : IHSI ; [2]/ Projections de l'EIU, mai 2011

Selon les projections de l'Economic Intelligence Unit-EIU, Haïti serait en passe de reprendre son élan économique d'avant le séisme. Une projection de croissance de 6 à 7.5 pour cent est estimée pour 2011. En effet, les transferts de fonds de l'étranger ainsi que les nombreux chantiers annoncés dans le cadre de la reconstruction, qui seront financés par le Trésor Public ou la Communauté Internationale, sont de nature à garantir une croissance substantielle de l'économie haïtienne. Les investissements dans le secteur manufacturier et l'établissement de parcs industriels dans le Nord-Est (Caracol) et dans le voisinage de Cité Soleil, sont des signes très encourageants. Cependant, les retards dans la mise en place d'un Gouvernement, suite aux élections de mars 2011 et la réduction de la production vivrière au printemps 2011 par rapport à 2010 (résultats de la présente étude) laisse suggérer une croissance positive, mais au bas de la fourchette estimée par l'EIU.

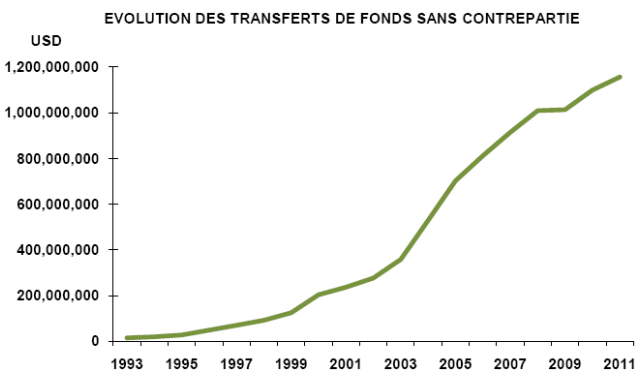
Figure 2 : Evolution du taux de change Gd/USD. Source : BRH

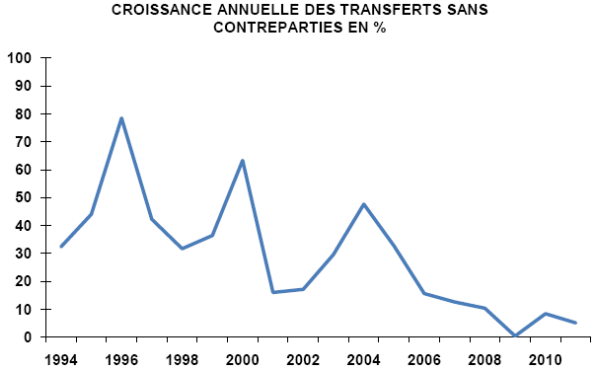


Le taux de change de la gourde par rapport au dollar américain est resté d'une très bonne stabilité depuis 2010, permettant ainsi de contrôler l'inflation suite au tremblement de terre de janvier 2010 et aux violences liées au premier tour électoral puis de l'incertitude politique qui s'en est suivie. Ceci a permis de contenir les effets inflationnistes de ces événements et ainsi de limiter considérablement leur impact sur le pouvoir d'achat de la population. Les transferts de fonds de l'étranger ainsi que les transferts de l'aide internationale[1] ont joué un rôle favorable sur le taux de change. Ainsi, l'inflation qui prévaut aujourd'hui en Haïti (9.5 pour cent par rapport à 2010) est principalement due à des facteurs externes influençant le prix des produits vivriers et du carburant importés, dont ils représentent plus de 50 pour cent du panier de la ménagère (calcul de l'Indice des Prix à la Consommation par le IHSI). Toutefois, une légère faiblesse de la gourde haïtienne (40.46 en juillet 2011) vis-à-vis du dollar par rapport à la moyenne 2007-2010 (39.3) devrait servir à augmenter la compétitivité ainsi qu'une reprise des industries d'exportation.

Tableau 3, figures 3 et 4: Evolution des transferts de fonds de l'étranger depuis 1993. Source : BRH

Année	Transferts - USD	Croissance des transferts en %
1993	14 314 246	
1994	18 953 169	32.4
1995	27 294 426	44.0
1996	48 713 011	78.5
1997	69 291 761	42.2
1998	91 260 948	31.7
1999	124 520 912	36.4
2000	203 354 064	63.3
2001	235 951 287	16.0
2002	276 427 932	17.2
2003	358 280 159	29.6
2004	528 969 147	47.6
2005	701 940 320	32.7
2006	811 698 688	15.6
2007	914 279 271	12.6
2008	1 009 291 468	10.4
2009	1 013 688 710	0.5
2010	1 099 478 075	8.5
2011	1 156 294 407	5.2





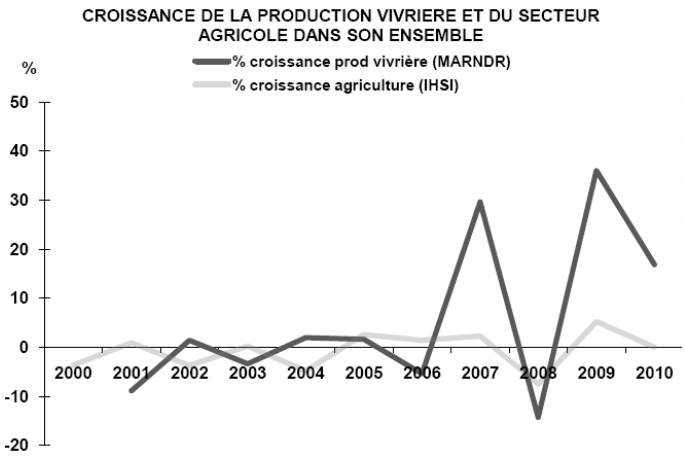
Depuis le milieu des années 90, les envois de fonds de la diaspora haïtienne aux États-Unis

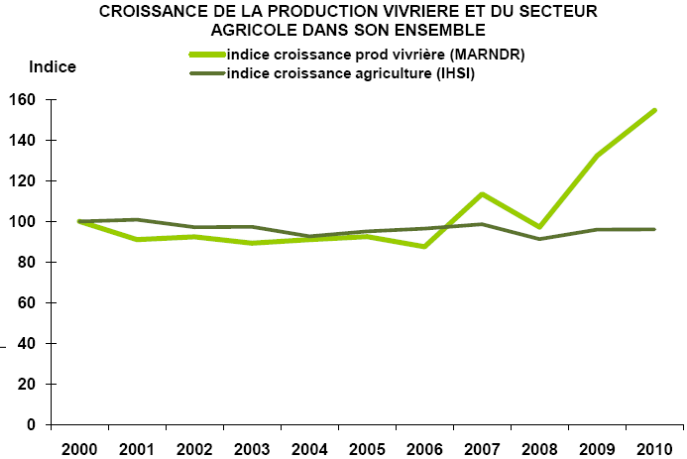
[1] Ces transferts renforcent la monnaie nationale, car avant d'acquérir des biens et des services en Haïti, les bénéficiaires de ces transferts doivent acheter des gourdes haïtiennes, ce qui la renchéri.

d'Amérique, au Canada et en République Dominicaine ont suivi une courbe ascendante fulgurante pour atteindre une importance macro-économique cruciale car ils sont aujourd'hui estimés à USD 1.15 milliard par an, soit 1/5 du PIB. En effet, ces transferts de fonds sans contrepartie ont passé de USD 14 millions en 1993 à 203 millions en 2000 alors qu'ils sont estimé à 1.15 milliard pour 2011, soit une progression d'un facteur de 80 en 19 ans (tableau 3 et figures 3 et 4) ! Les 5 dernières années, la croissance des transferts a été au plus bas lors de la crise économique mondiale en 2009 (avec une croissance de 0.5 pour cent), alors qu'elle était tout de même de 12.7 pour cent en 2007. C'est un secteur qui était en plein boom jusqu'en 2009 alors qu'il a maintenu une bonne croissance en 2010 (8.5 pour cent) et 2011, très certainement en raison d'une solidarité face aux catastrophes qu'à connu le pays. On anticipe une progression de 5.2 pour cent en 2011 par rapport à 2010.

Le principal secteur productif reste l'agriculture qui représente ¼ du PIB. Cependant, l'agriculture connaît toutefois un déclin constant en raison de la diminution de la taille des exploitations agricoles, de l'érosion des sols et d'un investissement insuffisant en matière d'irrigation, de stockage et de transport. En effet, le secteur a régressé de 4 pour cent entre 2000 et 2010 (figure 5). Durant ces dernières années, les cultures de rente traditionnelles comme le café, le sisal, le sucre et le cacao ont été remplacées par des cultures vivrières de subsistances telles que le riz, le maïs, le sorgho et les légumineuses. Le café était la culture principale d'exportation alors qu'aujourd'hui ces exportations sont marginales. La canne à sucre était traditionnellement la culture de rente la plus importante après le café, mais sa production a chuté et Haïti importé la majorité du sucre consommé dans le pays. Toutefois, le secteur agricole, peu touché par le séisme, a contribué à amortir la chute du PIB à la suite du tremblement de terre en 2010. Les figures 4 et 5 illustrent l'évolution de la production vivrière selon les données du MARNDR et l'évolution de la croissance du secteur agricole selon les données de l'IHSI.

Figures 4 et 5 : Evolution de la production vivrière et du secteur agricole en pourcent de croissance ainsi que l'indice de croissance avec comme base (100) calculée pour 2000. Sources : IHSI (croissance du secteur agricole) et MARNDR (croissance de la production vivrière)





2.2 Population

Le dernier recensement démographique a été effectué en 2003 par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique qui a estimé la population à 8.37 millions d'habitants. Le département de l'Ouest, qui comprend la capitale Port-au-Prince, représente 37 pour cent de la population totale. Viennent ensuite, en terme de population, les départements de l'Artibonite (16 pour cent) et du Nord (10 pour cent). Le Nord-Est et les Nippes sont les départements les moins peuplés. Près de 60 pour cent de la population vivent dans des régions rurales, mais le taux d'urbanisation s'accélère à un rythme alarmant avec 4.7 pour cent par an de 1982 à 2003. La densité moyenne est remarquable avec environ 375 habitants par km carré. La population haïtienne est très jeune ; plus de la moitié des habitants à moins de 21 ans et 5 pour cent seulement a plus de 65 ans, ce qui traduit la faible

espérance de vie. Selon les dernières projections officielles, la population est estimée, en 2011, à 10 360 000 personnes. Sur la base du taux de croissance démographique moyen par an de 2.75 pour cent, l'enquête projette une population de 10 500 000 personnes pour la mi-2012.

2.3 Contexte agricole

La République d'Haïti (27 750 km2), pays essentiellement montagneux, est traversé par trois grandes chaines de montagnes d'orientation est-ouest, soit transversalement par rapport à la direction des alizés. Cette disposition du relief entraine une grande diversité climatique permettant une diversification des systèmes de production. La pluviométrie varie de 400 à 3 000 mm par année avec une période de croissance des végétaux de 100 à 360 jours. En Haïti, les terres arables représentent environ 40 pour cent de la superficie totale du pays, soit 1.1 million d'hectares, dont 18 pour cent sont consacrés à des pâturages permanents. Selon des données préliminaires du Recensement Général de l'Agriculture-RGA rendues disponibles par le MARNDR/FAO, l'agriculture est pratiquée par un peu plus d'un million de ménages agricoles disposant en moyenne de moins de 1.5 ha divisé en plusieurs parcelles. Les plaines occupent seulement 550 000 ha, mais la forte demande alimentaire pousse les agriculteurs à cultiver environ 420 000 ha des terres marginales inaptes à la production agricole. La couverture forestière du pays s'est considérablement réduite au cours des 30 dernières années et actuellement moins de 2 pour cent du territoire peuvent être classés comme forêt dense.

Le climat est tropical, mais le relief montagneux rend les écosystèmes très variables, avec des régions sèches et semi-arides dans le nord-ouest et des montagnes très humides dans le sud et le nord. En général, les précipitations sont caractérisées par une distribution bimodale durant l'année avec une grande saison de pluies de mars/avril à juin/juillet et une petite saison de pluies d'août à novembre/décembre. Dans les montagnes les plus humides, il pleut durant tous les mois de l'année. Selon les zones agro-écologiques, on distingue trois campagnes principales: la campagne de printemps dont la récolte a normalement lieu de juin à fin août, la campagne d'été dont la récolte a lieu en septembre/octobre et la campagne d'automne/hiver dont la récolte a lieu de décembre à fin février. La campagne de printemps représente environ 50 pour cent da la production nationale du maïs, sorgho, légumineuses, tubercules et bananes plantains (tableau 4). Pour le riz, 28 pour cent est cultivé au printemps et 53 pour cent durant la saison d'été. On estime que 60 pour cent du riz est cultivé dans la Vallée de l'Artibonite.

Tableau 4 : Proportion des céréales cultivées par campagne. Source : FAO/WFP CFSAM, 2010

Cultures	Printemps %	Eté %	Automne/Hiver %
Mais	49	33	18
Sorgho	53	29	17
Riz	28	53	20
Légumineuses	48	22	30
Tubercules	49	22	29
Banane Plantain	46	31	23

Légumineuses : haricot, pois congo, pois inconnu, arachide
Tubercules : manioc, igname, patate douce, taro, pomme de terre

Plus de 95 pour cent des surfaces cultivées se trouvent en zones pluviales. Les techniques de production sont très rudimentaires avec une disponibilité et un accès très limités aux intrants agricoles tels que semences de qualité, fertilisants, pesticides, produits vétérinaires, aliments pour le bétail, outils, machinerie, etc. Ainsi, les rendements des cultures vivrières sont en général très faibles et, comme la pluviométrie reste le principal facteur de production, les variations annuelles de production peuvent être importantes. Plus de 60 pour cent des surfaces cultivées regroupent les

associations de cultures constituées essentiellement du maïs associé aux haricots ou aux pois[2], mais aussi l'agroforesterie. Ces pratiques permettent aux producteurs de mieux utiliser la faible fertilité des sols et de diminuer les risques liés soit à un manque ou un excès de pluies.

Les montagnes/mornes humides du département du Nord, Nord-Est et de la grande-Anse permettent un système agro-forestier à plusieurs étages très verdoyant et d'une diversité étonnante. A l'étage supérieur, on trouve les cocotiers, le palmis, l'arbre à pins, le manguier et des essences forestières. A l'étage intermédiaire arboré on trouvera des espèces fruitières telles que la banane, le cacaotier, l'avocatier ou le caféier. Enfin, à l'étage inférieur les tubercules sont cultivés tels de l'igname ou le manioc, mais aussi les plantes médicinales et aromatiques et le maïs lorsqu'il peut profiter de petites éclaircies. Les producteurs n'utilisent pas d'engrais dans les jardins créoles. Le système radiculaire profond des racines des plantes d'étages supérieurs maintien la fertilité des sols en remettant à la surface de la matière organique ainsi que des éléments minéraux puisés en profondeur des sols. Dans la même zone agro-écologique, et aux alentours des jardins créoles, et sur les versants déboisés souvent en forte pente, on cultive le maïs ou le petit mil en association avec le haricot.

La superficie irriguée ne représente qu'environ 5 pour cent des surfaces agricoles, soit près de 80 000 hectares, dont plus de 40 pour cent sont concentrés dans la Vallée de l'Artibonite, tandis que le reste couvre en particulier les plaines des Cayes (département du Sud), Jacmel (département du Sud-Est) et le Plateau Central dans le reste du pays. Les systèmes d'irrigation ont subi à travers le temps des détériorations importantes imputables au manque d'entretien et aux cyclones périodiques. La consommation annuelle d'engrais varie entre 15 000 et 45 000 tonnes en fonction de l'approvisionnement subsidié par le Gouvernement Haïtien.

Les pertes après récolte sont très élevées en raison de l'insuffisance des infrastructures de séchage et de stockage des grains. Ces pertes peuvent atteindre jusqu'à 35-40 pour cent des récoltes selon la culture. Le manque de structures adéquates de stockage oblige les producteurs à vendre leurs produits immédiatement après la récolte. Comme le stockage et la transformation du maïs est un problème important en Haïti, les membres de l'enquête ont documenté leurs observations de terrain dans l'annexe I.

Les ménages ruraux possèdent quelques têtes de bétail qu'ils élèvent dans le cadre de systèmes agro-pastoraux ou détritivores (animaux se nourrissant des détritus des jardins à l'arrière des habitations). De façon générale, la contribution du bétail au régime alimentaire local est faible. Les bovins, les ovins, les chèvres et les cochons constituent surtout une trésorerie pour les dépenses courantes des ménages et un capital sur pied pour les investissements importants. Enfin, la pêche est une activité importante pour de nombreux ménages en zone côtière, occupant à temps plein ou partiel plus de 50 000 d'entre eux.

3. PRODUCTION ALIMENTAIRE 2011/12

3.1 Pluviométrie

De façon générale, cette année, les pluies ont démarré à la mi-avril dans la presqu'ile du sud et à la fin mai dans les départements au nord de Port-au-Prince, causant un retard généralisé de la saison d'un mois et demi à plus deux mois par rapport à la normale. Ce retard est survenu après une période de pluviométrie normale durant l'hiver 2010/11 dans l'ensemble du pays, sauf dans le Nord-Est, une partie du Nord-Ouest et l'île de la Gonave (voir carte NDVI de Mars 2011, annexe II). Comme le montre la carte NDVI de juin 2011 (annexe II), on observe cette année une dichotomie entre les départements de la presqu'il du sud et les départements situés au nord de Port-au-Prince. Alors

[2] Les cultures pures occupent donc environ 40 pour cent de la superficie agricole totale.

qu'au nord, le climat fut particulièrement sec avant le démarrage de la saison pluvieuse en mai, au sud, des pluies ponctuelles ont eu lieu dans différentes communes avant le démarrage en avril. Dans certaines zones, ces premières pluies ont d'ailleurs causé des pertes pour les producteurs qui ont planté quelques lopins de terre en février et début mars 2011, alors que dans d'autres zones, les pluies ont toutefois été suffisantes pour que ces plantations très précoces produisent normalement (cote sud du département du Sud).

Cependant, dès le démarrage des pluies en avril/mai, celles-ci ont été généralement plus abondantes que la normale dans l'ensemble du pays et une bonne récolte vivrière est attendue. La pressions des maladies et nuisibles sur les cultures a également été inférieure à celle de 2010.

Toutefois, dans certaines zones bien délimitées du Nord, Nord-Est, Nord-Ouest et du Plateau Central, les pluies ont commencé durant la troisième décade de mai pour s'interrompre au début juin, réduisant considérablement les surfaces cultivées ainsi que la performance des cultures plantées. Les plaines agro-pastorales sèches du Nord-Est sont les plus gravement touchées car elles ont été exceptionnellement arides dès novembre 2010 jusqu'en août 2011. Le haut plateau central ainsi que certaines communes du Nord (Port Margot, Bas-Limbé), Nord-Ouest (St Louis du Nord et l'Île de la Tortue) et de l'Ouest (Arcahaie, Cabaret et Gressier) ont également été touchées par une pluviométrie en dessous de la normale.

Il est intéressant de noter que la répartition des pluies a été très singulière cette année. En effet les zones habituellement plus arides, tout au long de *l'axe de sécheresse* allant du département du Nord-Ouest en suivant une diagonale le long de la côte comprenant l'Artibonite jusqu'à l'est de Port-au-Prince (lac Azuei), a été particulièrement humide cette année. Les producteurs de ces zones de mornes sèches ont pu en bénéficier pleinement et l'on parle d'une année de grâce dans plusieurs communes de l'Artibonite. Par contre, le versant nord des montagnes habituellement très humides des départements du Nord et du Nord-Ouest a, lui, été nettement moins bien arrosé, avec des réductions importantes de la production. Par contre, les montagnes humides du Nord-Est ainsi que la zone de Pignon, La Victoire, St Raphael et Dondon/Milot ont, quand à elles, profités de pluies suffisantes, sans être excessives, pour les cultures.

3.2 Saison Cyclonique 2011

La saison cyclonique commence habituellement en juin pour se terminer à la fin novembre. La NOAA anticipe que la saison 2011 sera en dessus de la moyenne avec 16 tempêtes tropicales et 9 ouragans. Le 6 et 7 juin, de fortes pluies sont tombées sur Haïti, causant des inondations ponctuelles sans gravités, mais des pertes importantes sur le haricot arrivant à maturité dans les divers départements de la presqu'île du sud et le département de l'Ouest. Cette année, l'ouragan Emily, qui a traversé Haïti le 3 août, au niveau du département du Sud, et l'ouragan Irene qui a passé au nord d'Haïti le 23 août n'ont pas causé de dégâts importants.

Pour l'estimation de la production de l'année commerciale 2011/12, et en particulier les campagnes d'été et d'automne/hiver, l'enquête fait l'hypothèse d'une saison calme sans accident climatique particulier. Ainsi, dans le cas de pertes causées par un cyclone ou ouragan, des estimations de pertes, dans le cadre du Plan de Contingence, devront être réalisées afin de mettre à jours les estimations de cette enquête.

3.3 Irrigation

Le retard important des pluies de printemps 2011 ont causé une forte dépression de la disponibilité en eau pour les cultures irriguées de printemps. En particulier, le riz de printemps ainsi que la production de légume a été particulièrement affectée. Dans certains périmètres irrigués, tels que dans le Nord-Est, moins de 20 pour cent des superficies normalement emblavées en riz ont été cultivée ce printemps. La disponibilité en eau dans les périmètres irrigués est toutefois bonne dans tous le pays pour la campagne d'été. Le manque d'entretien des canaux et de gestion des tours

d'eau pour la distribution des canaux principaux vers les parcelles des agriculteurs constituent le principal problème d'accès à l'eau. En particulier, l'enquête a noté des difficultés dans l'organisation des tours d'eau dans le secteur de St Raphaël, avec les producteurs en amont capturant de l'eau en excès, laissant les parcelles de riz des producteurs en aval souffrir d'un déficit hydrique.

Le tremblement de terre du 12 janvier avait causé des dégâts sur les infrastructures hydro-agricoles qui avaient affectés la production in 2010. En particulier, plusieurs canaux d'irrigation ont été endommagés dans les plaines autour de Gressier, Léogâne, Petit-Goâve et Grand-Goâve et dans une moindre mesure les régions montagneuses de Bainet, la Vallée de Jacmel, Côte-de-Fer, Jacmel, Cayes-Jacmel et Marigot dans le département du Sud-Est. Pratiquement tous les canaux endommagés par le tremblement de terre ont été réhabilités avec le soutien d'ONG. Toutefois, le système d'irrigation de Momance à Grande rivière (troisième section de Léogane) n'a pas été entièrement réhabilité. Le siphon endommagé et remplis de sédiments ne permet pas le passage de l'eau sous la route adjacente à la rivière Momance et ainsi ces terres n'ont pas pu être irriguées cette année.

3.4 Intrants agricoles

3.4.1 Semences

Les systèmes semenciers formels sont presque inexistants dans le pays. Le seul système semencier existant est pour le riz dans la vallée de l'Artibonite[3]. Certaines institutions (ACDI / VOCA, CRS, World Vision) ont des activités semencières à petite échelle principalement pour l'introduction de nouvelles variétés de maïs et de haricot et la multiplication de semences. Les agriculteurs haïtiens ont donc un accès très limité à de nouvelles variétés. La plupart du temps, de nouvelles variétés de semences entre dans le système à travers des distributions dans le cadre de programmes d'urgence. Cependant, ces semences peuvent parfois ne pas être adaptées et causer des pertes considérables pour les producteurs, comme cela semble s'être passé ce printemps dans le Département du Sud-Est[4]. Lors des visites de terrain, le manque d'accès aux variétés améliorées n'a pas été identifié par les agriculteurs interviewés comme une contrainte à leur production. Toutefois, l'absence d'information des agriculteurs concernant les variétés améliorées de semences explique, en partie, cette perception des producteurs.

Les marchés locaux représentent la source principale de semences de haricots et la source secondaire pour le maïs, le sorgho et le pois. Pour ces derniers, les producteurs utilisent en priorité leurs propres semences. Cette dépendance aux marchés pour les haricots signifie toutefois que pour installer une nouvelle culture, les agriculteurs ont besoin d'argent pour acheter les semences nécessaires. Afin de faire face aux frais d'installation d'une nouvelle culture (labourage, semences, premier sarclage), les agriculteurs vendent ordinairement une partie de leur petit bétail ou alors les produits vivriers d'une campagne précédente. Pour le haricot principalement, il existe des flux importants de semences entre les montagnes et les plaines, à travers les marchés, dus à l'alternance

[3] Seule la variété de riz TCS-10 fait l'objet d'un programme de multiplication. Les trois dernières années, la vente de semences TCS-10 tend à diminuer :

- 2009 : 258 tonnes dont environ 155 tonnes (60 pour cents) vendues/distribuées comme semences et le reste (environ 40 pour cent) vendues comme grain de consommation.
- 2010 : 80 tonnes vendues/distribuées comme semences.
- 2011 : 220 tonnes dont environ 100 tonnes vendues comme semences et 120 tonnes en stock et dont les risques de pertes sont importants.

La livre de semence conditionnée se vend a 16.7 Gds alors le prix de la semence brute reste inchangé.

[4] La FAO a distribué ce printemps 39 tonnes de semences de maïs de la variété 'chicken corn' qui ne s'est pas bien comportée dans les zones au-dessus de 400 mètres d'altitude. Selon la DDA dans le Sud-Est, en raison de pluies importantes ce printemps, les épis de la variété 'chichen corn' ne se sont pas remplis, causant des pertes pour les bénéficiaires de ces semences. On estime qu'environ 1400 ha ont pu être emblavés avec le 39 tonnes de semences distribuées. Voir aussi le compte rendu de la 40ème Table de Concertation du Secteur Agricole du Sud-Est (TCASE).

des saisons de culture entre les deux écologies. Pour les autres cultures, la dépendance sur les marchés s'explique par les gros problèmes de stockage et les risques associés de pertes importantes (voir annexe I).

La plupart des semences vendues sur les marchés locaux ont une origine locale et les marchés sont habituellement bien fournit. Ainsi, la disponibilité de semences n'a pas été identifiée comme un problème majeur, ni en 2011, ni de façon générale. Cependant, dans le cas du haricot, plusieurs agriculteurs rencontrés ont déclaré qu'ils limitent les surfaces cultivées pour le haricot par manque de disponibilité de crédit pour couvrir les frais d'implantation de la culture, souvent considérée comme risquée (sensible au sec, chaleur et aux fortes pluies à la floraison et maturation) mais fournissant une source importante de revenu.

3.4.2 Engrais

Depuis Décembre 2008[5], l'Etat Haïtien subventionne les engrais afin de les rendre plus accessibles aux petits producteurs et promouvoir leur utilisation afin d'augmenter la productivité agricole et de rendre la filière du riz plus compétitive. Le niveau de subvention fixé par l'Etat est important et de l'ordre de 80 pour cent. Avec les subventionnements, la consommation d'engrais à augmenté de 15 000 tonnes en 2008 à 45 000 tonnes en 2010 (figure 6). Environ 50 pour cent des engrais sont utilisés dans la culture du riz, 25 pour cent pour les cultures maraîchères, 5 pour cent pour le haricot et 15 pour cent pour les autres cultures. Par type d'engrais, l'urée à elle seule représente près de la moitié du stock (45 pour cent) suivie des engrais composés 20-20-10 (32 pour cent) et 12-12-20 (21 pour cent). Au niveau national, l'Artibonite utilise le plus grand stock d'engrais (56 pour cent). Le département de l'Ouest en utilise ¼ principalement pour les cultures maraîchères et la pomme de terre et ainsi occupe la seconde place.

Cette année, le Gouvernement Haïtien a distribué jusqu'à la fin-août 17 400 tonnes d'engrais (contre 32 000 tonnes à la même période en 2010) alors qu'aucun fonds supplémentaire du Trésor Publique n'a été approuvé pour d'autres achats. Les prix des engrais revendus par les commerçants partenaires du MARNDR augmentent chaque semaine. La figure 7 compare les prix de l'urée sur divers marchés au début août 2011. Durant la première semaine de septembre, le prix de l'urée à Pont Sondé a grimpé à 2000 Gd/sac de 45 kg ! Si l'on considère un retour à l'application d'engrais variant entre 1 à 6 et 1 à 8, la réduction de production vivrière à imputer uniquement au manque d'engrais cette année serait de l'ordre de 80 à 110 000 tonnes[6] - dans le cas où le Gouvernement ne s'engage pas sur de nouveaux achats. Cependant, l'enquête a émis l'hypothèse positive que le Gouvernement Haïtien prendra les mesures nécessaires – et à temps - pour assurer le succès de cette campagne agricole et qu'une amélioration de la situation de l'approvisionnement en engrais sera visible dès la mi-septembre. Ainsi, l'enquête a estimé une réduction de la production, pour le riz, à imputer au manque d'engrais à environ 18 000 tonnes. Pourtant, au moment de finaliser ce rapport à la mi-septembre la disponibilité en engrais ne s'est toujours pas améliorée et ainsi, sans changement rapide de scénario, on peut anticiper de plus fortes réduction de production pour le riz, les légumineuses, les pommes de terre et également le maïs dans les zones irriguées. La production de légumes non couverte par cette enquête, sera également touchée.

Au début août 2011, le prix de l'urée 'Fersan' (marque la plus utilisée en Haïti) est livré en gros CIF Port-au-Prince à 590 USD/tonne, soit 1180 Gd/sac de 45 kg[7]. Le coût de transport entre Port-au-

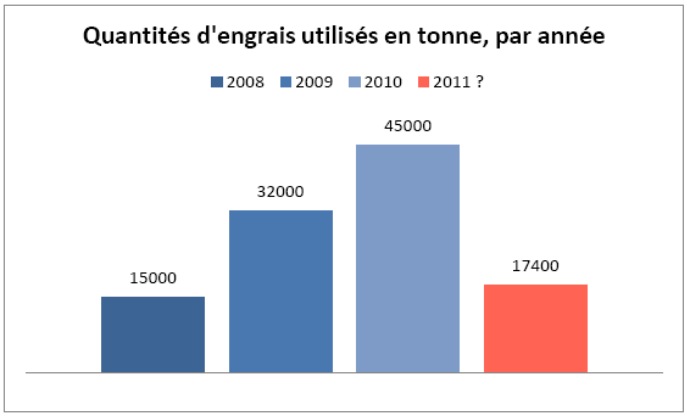
[5] Une première période de subventionnement des engrais avait eu lieu entre 1997 et 2004.

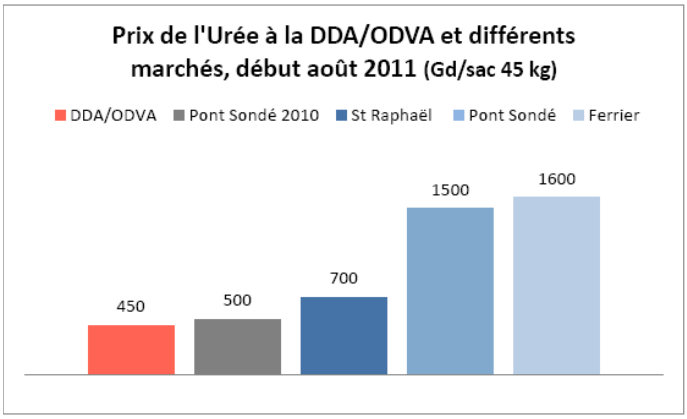
[6] Sans apport supplémentaire et à temps du MARNDR, la différence entre 2010 et 2011 est de 27 600 tonnes. Considérant que 50 pour cent de ce montant est utilisé dans les cultures vivrières (principalement riz), cela représente 13 800 tonnes, soit une perte de production vivrière estimée entre 80 et 110 000 tonnes, pour un ratio entre 1 à 6 et 1 à 8.

[7] Le prix peut varier en fonction du prix du pétrole et de la demande en République Dominicaine. Il faut noter également que pour des achats en gros, le Gouvernement peut réaliser des économies d'échelle par rapport au secteur privé et ainsi obtenir de meilleurs prix pour les importations d'engrais.

Prince et Pont Sondé est de 18 Gd/sac (400 Gd/tonne). Considérant une marge de 200 Gd/sac pour les commerçants – dans le cas d'un approvisionnement régulier et suffisant - le prix au producteur, sans subventionnement, reviendrait à 1400 Gd/sac, soit 600 Gd de moins que le prix de septembre 2011 à Pont Sondé, malgré un subventionnement de 80 pour cent payé par le Trésor Publique.

Figures 6 et 7: Quantités d'engrais utilisées en tonne et par année depuis 2008 ; Prix de l'urée vendu à la DDA/ODVA et sur différents marchés au début août 2011. Sources : MARNDR (quantités) et visites de terrain (prix)





3.4.3 Main d'œuvre

Tous les travaux agricoles principaux tels que labours, désherbage, récolte, battage et vannage, se font typiquement à la main en Haïti. On note toutefois que la mécanisation est importante dans la plaine irriguée de l'Artibonite (pour le riz) alors que les labours se font le plus souvent avec des bœufs dans le plateau central. Ainsi, les travaux agricoles en Haïti demandent beaucoup de main d'œuvre et ainsi 63.3 pour cent des ménages agricoles emploient de la main d'œuvre agricole (ENSA). Dans les montagnes/mornes sèches, il existe un problème chronique de disponibilité en main d'œuvre. La faible productivité de cette zone agro-écologique pousse les jeunes à l'exode principalement vers la République Dominicaine, mais aussi d'autres centres urbains tels que le Cap Haïtien et Port-au-Prince. Cette migration est si importante par endroit (Nord-Ouest) qu'elle se remarque dans certains villages visités, principalement habités par des enfants et personnes âgées. On a estimé dans certains villages du Nort-Ouest que 80 pour cent des jeunes hommes ont migrés vers l'extérieur pour y revenir seulement pour participer aux festivités de fin d'année. Ceci diminue considérablement la force de travail disponible pour l'agriculture.

De façon générale, la disponibilité de la main d'œuvre reste, pour les travaux agricoles, similaire à 2010. Ceci est principalement du au fait que le retard généralisé de la saison agricole de printemps pousse les ménages à la recherche d'emplois, afin de pouvoir s'approvisionner en nourriture sur les marchés. De plus, les craintes liées au choléra se sont généralement dissipées, et dans le cas de l'Artibonite, une petite partie de la population déplacée lors du tremblement de terre du 12 janvier 2010 se trouve encore sur place (environ 5 pour cent ne sont pas retourné à Port-au-Prince). Ainsi, le prix d'une journée de travail n'a en général pas changé par rapport à 2010. Toutefois, l'enquête a noté des augmentations ponctuelles des prix de la main d'œuvre agricole dans les départements du Sud-Est et du Sud. Aussi, la disponibilité en main d'œuvre a diminué, dans certaines communautés où le choléra a refait surface lors de la saison des pluies de printemps 2011.

3.5 Maladies et nuisibles

La pressions des maladies et nuisibles a été, de façon générale, plus faible qu'en 2010. Cependant, un certains nombre de maladies et nuisibles continuent à faire des dégâts sur les cultures :

- Maïs et sorgho : la pression des chenilles a fortement diminué cette année. On note toutefois des dégâts du aux chenilles dans la commune de Bassin Bleu dans le Nord-Ouest. Le sorgho dans

la commune de Cavaillon a été fortement attaqué par un insecte. Cette insecte n'a pas été identifié car les membres de l'enquête n'on pas pu se rendre directement sur le site.

- Légumineuses : La mosaïque dorée continue à faire des dégâts sur le haricot. La période particulièrement humide de fin mai/début juin à favorisé le développement de la maladie dans les départements du Sud et Sud-Est.
- Banane Plantain : la Sigatoka noire continue également à faire des dégâts, mais dans une moindre mesure qu'en 2010. Des variétés résistantes existent et elles devraient être promues de façon plus soutenues. Les nématodes causes également des dégâts importants sur les cultures.
- Tubercules : les fourmis envahissantes continuent à faire des dégâts importants, bien que dans une moindre mesure cette année, dans la Grande Anse et certaines communes du Nord (Limbé et Plaisance du Nord). Sur 47 sections-communales de la Grande Anse, 34 sections sont touchées. Aussi, pour la première fois cette année, ce nuisible est apparu dans les montagnes humides du Nord-Ouest. Les tubercules d'igname sont également susceptibles aux attaques de larves de Cucurlionidae et Scarabidae (marocas) qui déprécient fortement les récoltes.

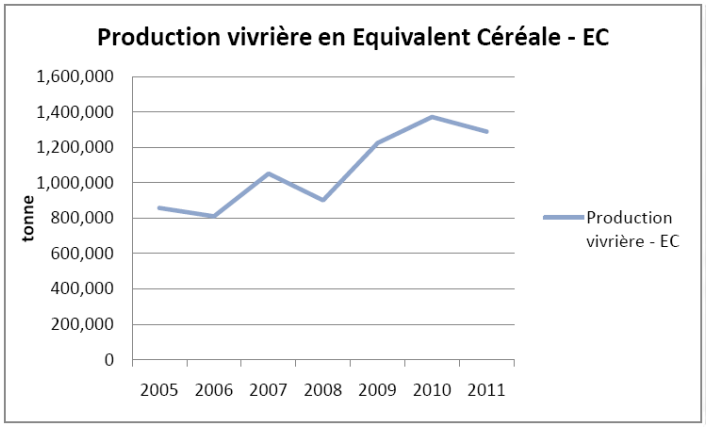
3.6 Superficies cultivées

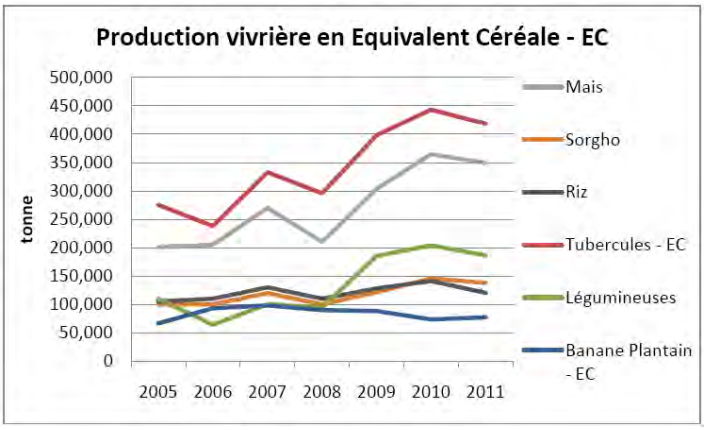
Etant donné l'absence de données concernant les surfaces et rendements par culture, l'enquête n'a pas pu établir d'estimations des superficies emblavées. Toutefois, selon l'enquête par points réalisées par l'USGS, la superficie cultivée (toutes cultures confondues) au printemps 2010 serait de 549 900 hectares, soit 21 pour cent de la superficie total du pays. Cette année, les surfaces emblavées en culture vivrières ont fortement augmenté, par rapport à 2010, dans les zones de mornes/montagnes sèches, alors qu'elles ont légèrement diminués dans les montagnes humides du Nord, du Nord-Ouest et de la Grande Anse, la plaine agro-pastorale du Nord-Est, le plateau central et la région de Bainet, Cote de Fer et Aquin aux limites des départements du Sud et du Sud-Est ainsi que certaines communes de Nippes. Les surfaces emblavées en riz de printemps ont, quant à elles, fortement diminués par rapport à 2010 en raison du retard des pluies.

3.7 Estimation de la production

Les appréciations d'experts au niveau des sections-communales, fournies par tout les responsables et experts des BAC du MARNDR, forment la base des estimations agricoles. Ces appréciations d'experts ont été consolidées par les responsables des Observatoires, puis triangulées et validées par des visites de terrain et l'analyse de données connexes, tels que la pluviométrie, les images de télédétection (annexe II), les rapports de projets agricoles et de sécurité alimentaire. Ainsi, l'enquête s'est donc appuyée sur une vaste consultation d'experts du MARNDR. Ceux-ci travaillent quotidiennement sur le terrain avec les producteurs et donc possèdent une connaissance détaillée de la situation dans leur zone. Les cartes de performance de la campane agricole de printemps 2011 par culture et par section-communale, par rapport à l'année 2010 sont présentées en Annexe III.

Figures 8 et 9 : Production vivrière agrégée en Equivalent Céréale (EC) et pour les 6 principales cultures/groupe de cultures. Source : MARNDR (2005-2010)





Les appréciations de rendements pour chaque culture sont ensuite agrégées aux niveaux des communes, puis des départements et finalement à l'échelle nationale afin de d'établir de tendances générales. Ces tendances sont appliquées sur les données de production officielle du MARNDR de 2010[8] (figures 8 et 9). Selon les données du MARNDR, la production vivrière aurait connu une croissance très rapide entre 2009 et 2010, avec deux années successives de record.

3.7.1 Estimation de la production de la campagne de printemps 2011

Maïs

Le maïs est produit à travers les 10 départements du pays et dans toutes les zones agro-écologiques sous régime pluvial et irrigué. Il est produit par la grande majorité des producteurs haïtiens. Il est cultivé en association avec des légumineuses, le haricot en particulier. Les principaux départements de production de maïs sont le Sud (plaine des Cayes), l'Artibonite, le Nord et le Plateau Central. En année normale, la campagne de printemps représente environ la moitié de la production annuelle. Comme le maïs est planté en grande partie sous régime pluvial, les pluies ont une grande influence sur les surfaces emblavées et la production.

Dans les zones de mornes sèches des départements de l'Artibonite, de l'Ouest et du Nord-ouest, les producteurs plantent le maïs dès que les pluies tombent en quantité suffisante. Ainsi, malgré le retard, les producteurs ont saisi leur opportunité et ainsi la production de maïs est nettement supérieure à l'année précédente dans ces zones. La production est également supérieure à 2010 dans les montagnes humides du Nord-est, d'une partie du Nord et des Nippes car les pluies ont été suffisantes sans être excessive (ce qui est parfois le facteur limitant). Par contre, dans la plaine agro-pastorale sèche du Nord-Est, le haut plateau central, une partie des montagnes humide du Nord, du Nord-Ouest et de la Grande Anse ainsi qu'une partie des Nippes, le retard et la faible intensité des pluies a causé des réductions importantes de production de maïs (annexe III). Ainsi, l'enquête estime que la production de maïs de printemps sera légèrement inférieure à celle de 2010. L'estimation de production pour la campagne de printemps est de 178 600 tonnes. Considérant, une saison d'été et d'automne/hiver normale, soit similaire aux deux dernières années, la production totale de maïs pour la campagne de commercialisation de juillet/juin 2011-12 est estimée à 349 000 tonnes.

Sorgho

En Haïti on rencontre deux espèces de sorgho : le mil (*Sorghum vulgare*) ou « *pitimi chandel* » produit dans des endroits bien précis du pays et le sorgho grain (*Sorghum bicolor*). Généralement, le sorgho est cultivé dans les plaines et mornes sèches et marginales du pays. Il est cultivé principalement dans les départements des Nippes et de l'Artibonite. Dans les Nippes, il représente la culture principale. Il est moins exigeant en eau que le maïs et peut se développer sans trop de difficultés avec moins de 800 mm de pluie. Il offre également l'avantage d'un coût d'implantation de faible (faible quantité de semences à l'hectare 10-15 kg), ce qui est un avantage dans les zones à pluviométrie variable où les risques de pertes à la levée sont élevés. Il est généralement cultivé en association avec le maïs et les légumineuses. Une expansion géographique plus importante dans les zones de montagnes/mornes sèches permettrait de réduire les risques liés aux pluies irrégulières.

Les facteurs qui ont influencés la production de maïs s'appliquent également au sorgho. Toutefois, il faut noter que le sorgho est généralement en expansion dans l'Artibonite et le Nord-Ouest, alors qu'il diminue chaque année au Sud et Sud-Est. Aussi, dans les Nippes, le retard des pluies dans les zones basses a causé une forte diminution des surfaces emblavées, car beaucoup de producteurs ont hésité de planter si tard leur variété de sorgho à cycle long (8-9 mois). Dans le département du Sud, le sorgho de la commune de Cavaillon est fortement attaqué par des insectes. Les membres de l'enquête n'ont pas pu visiter ces champs et définir la cause de ces attaques. Ainsi, l'enquête estime que la production de sorgho de printemps sera légèrement inférieure à celle de 2010. L'estimation

[8] Pour ce faire, il a été également été nécessaire de collecter des données au niveau de communes concernant la proportion des 3 campagnes agricoles (printemps, été et automne/hiver) afin de discerner la fraction de la production nationale pour chaque culture qui est a imputer à la campagne de printemps.

de production pour la campagne de printemps est de 75 000 tonnes. Considérant, une saison d'été et d'automne/hiver normale, soit similaire aux deux dernières années, la production totale de sorgho pour la campagne de commercialisation de juillet/juin 2011-12 est estimée à 137 900 tonnes.

Riz:

Le riz est cultivé dans les plaines irriguées, particulièrement dans l'Artibonite, la plaine des Cayes et certains petits périmètres irrigués dans les départements du Nord (St Raphael), Nord-Est (périmètre de Ferrier) et des Nippes. On cultive également un peu de riz pluvial et du riz dans les fonds de vallées des montagnes humides du Nord et du Nord-Est. Environ 60 pour cent de la production nationale du riz est obtenue dans la Vallée de l'Artibonite, principalement cultivé durant la campagne d'été. Les membres de l'enquête ont pu observer des champs de riz en croissance ainsi que la préparation des sols et les activités de transplantation de la campagne d'été. La variété TCS-10, introduite de Taiwan il y a une décennie, domine maintenant (80 pour cent) les variétés de riz cultivés dans la Vallée. De nouvelles variétés sont introduites avec des résultats prometteurs. Le riz est, de loin, la céréale la plus consommée en Haïti. La production de riz est en concurrence direct avec le riz importé principalement des Etats-Unis, qui représente environ 4/5 du riz consommé en Haïti.

La campagne de riz de printemps, qui représente normalement 28 pour cent de la production annuelle, a été compromise par le retard du démarrage de la saison et le manque d'eau dans les réseaux d'irrigation. Les zones les plus touchées sont les départements du Nord-Est et du Nord. Par contre, la situation est moins sévère au sud. Le manque d'engrais n'a pas affecté la production de riz de printemps dans les zones de production secondaires car, semble t'il, les stocks de l'année précédente ont été suffisant. Ainsi, dans ces zones où l'eau a été suffisante, la campagne a été bonne. Toutefois, dans les zones principales de production, le manque d'engrais s'est fait ressentir. Des inondations ont affecté la production de riz à Cavaillon dans le département du Sud.

Pour la campagne d'été, qui représente normalement 53 pour cent de la production annuelle, la disponibilité en eau des réseaux d'irrigation est généralement bonne. Cependant, la production de riz intensif est compromise par une diminution de la disponibilité d'engrais sur les marchés qui s'accompagne d'une hausse considérable des prix. Bien que pour les estimations de production, l'enquête a émis l'hypothèse d'une amélioration de la disponibilité en septembre. Cependant, ces retards sont particulièrement inquiétants car beaucoup de cultures auront atteint leur stade végétatif critique du tallage et de la floraison, et sans application d'engrais, la production chutera fortement par rapport à 2010. Les autres facteurs de production dans l'Artibonite ne sont guère plus favorables ; les diverses initiatives de distribution d'intrants à crédits - dans le cadre du projet ODVA-PIA et du projet tripartite Vénézuela-Cuba-Haïti – n'ont pas été renouvelée en 2011. La disponibilité de machines agricoles pour la préparation des sols – à travers l'ODVA – a diminué de 60 pour cent par rapport à 2010. En effet, la plupart des machines agricoles fournies dans le cadre d'une coopération Venezuela et l'Iran sont maintenant soit en panne par manque de pièces de rechange, soit elles ont été transférées dans d'autres départements. Par contre 200 nouveaux motoculteurs de fabrication chinoise ont été distribués ce printemps à diverses associations. Cependant, cette contribution est insuffisante et le manque de machines agricoles résulte en un retard des transplantations de riz d'été et une augmentation de près de 70 pour cent des coûts de location des machines agricoles[9]. L'augmentation du prix du carburant contribue également à cette hausse des coûts de location. Finalement, la diminution des travaux HIMO par rapport à 2010, résulte en un moins bon drainage des terres rizicoles. Par contre, les productions marginales de riz pluviale d'été dans les montagnes humides du Nord-Est et de la Grande Anse est prometteuse en raison des bonnes pluviométries (annexe III).

[9] En 2010, les producteurs de riz payaient 1200 Gd pour la location des machines nécessaires à la préparation d'un hectare de terre pour la transplantation de riz. Cette année, le prix a passé à 2000 Gd/ha.

Ainsi, les membres de l'enquête estiment que la production de riz paddy diminuera considérablement, soit 17 pourcent, par rapport à 2010. L'estimation de production pour la campagne principale d'été est de 60 200 tonnes. Considérant, une saison d'automne/hiver normale, soit similaire aux deux dernières années, la production totale de riz pour la campagne de commercialisation de juillet/juin 2011-12 est estimée à 120 300 tonnes.

Légumineuses

Les légumineuses cultivées en Haïti comprennent principalement le haricot (*Phaseolus vulgaris* L.), les pois et l'arachide. Les légumineuses (haricot et pois) sont le plus souvent cultivées en association avec le maïs. Le haricot est la principale légumineuse cultivée et regroupe deux types en Haïti : le haricot noir préféré par un groupe de consommateur pour sa réputation de haute teneur en fer alors que le haricot rouge est consommé par tous les consommateurs. Le haricot est cultivé presque partout dans le pays ; plaines, montagnes et mornes humides et sèches et souvent les conditions climatiques sont généralement défavorables (température parfois trop élevée, abondance de pluies lors de la maturation du grain, parfois sécheresse trop prolongée, vent trop forts et attaques de nuisibles). Le pois congo est une plante arbustive tropicale et rustique qui résiste très bien non seulement à la sécheresse grâce à son système racinaire puissant et profond, mais aussi aux maladies. Le pois congo est principalement cultivé dans les zones frontalières avec la République Dominicaine, dans les départements du Sud-Est, Centre et Nord-Est. Dans les villes, le pois congo est surtout consommé vert, mais en milieu rural, sa consommation se fait tant sous forme de pois vert que sec. La production d'arachide se retrouve dans tous les départements, mais se concentre dans les zones plus sèches, notamment dans le Centre, le Nord-Est, le Nord-Ouest et le Sud. En Haïti, l'arachide, appelée pistache, est une culture appréciée à forte valeur marchande.

En année normale, la campagne de printemps représente près de la moitié de la production annuelle des légumineuses. Comme elles sont plantées en grande partie sous régime pluvial, les pluies ont une grande influence sur les surfaces emblavées et la production. Cette année, le haricot, a été fortement endommagé, d'une part par le retard des pluies qui a résulté en une diminution importante des cultures, surtout dans les zones plus chaudes de basse élévation, et d'autre part aux fortes pluies de fin mai et début juin. C'est surtout le haricot planté en mars-avril qui a été le plus fortement touché car les pluies ont provoqué des germinations sur pied au moment des récoltes ou alors une mauvaise floraison par excès d'eau sur les cultures moins avancées. Les conditions climatiques ont également été favorables à la mosaïque dorée. On note toutefois une augmentation de la production de légumineuses par rapport à 2010 dans l'Artibonite, l'Ouest et le bas plateau Central (annexe III).

Ainsi, l'enquête estime que la production de légumineuses de printemps au niveau national baissera considérablement par rapport à 2010. On notera qu'en 2010, le haricot avait été également affecté par de fortes pluies en juin. L'estimation de production pour la campagne de printemps est de 85 100 tonnes. Considérant, une saison d'été et d'automne/hiver normale, soit similaire aux deux dernières années, la production totale de légumineuses pour la campagne de commercialisation de juillet/juin 2011-12 est estimée à 186 300 tonnes.

Banane plantain

La banane plantain est cultivée en monoculture, principalement dans les périmètres de l'Arcahaie, Jean-Rabel, Petit Goave et la Grand-Rivière du Nord ainsi que la plaine côtière au Nord. Cependant, dans les montagnes et mornes humides, la banane plantain est cultivée dans les systèmes agro-forestiers à étages, communément appelés 'jardins créoles', en association avec les tubercules, le café et les fruits (avocat, chadèque, cacao, noix de coco, etc…). Dans la presqu'île du sud et dans le nord-ouest, les bananeraies ont été fortement endommagées par les cyclones Thomas en novembre 2010 (rapport CNSA). Au sud, ces bananeraies ont toutefois été entièrement réhabilitées par les producteurs. Les vents avaient endommagés les plantes adultes et en végétation avancée. Ainsi, la réhabilitation s'est concentrée sur la coupe des plantes endommagées et l'éclaircissage pour que les

jeunes pousses puissent se développer pleinement. Avec le rajeunissement des plantations, la production des bananeraies réhabilitées arrivent donc de façon plus synchronisée au printemps 2011. Ainsi, dans les zones principales de production telles que la Grande Anse et le Sud, la production de banane va augmenter cette année par rapport à 2010. Dans les départements au nord de Port-au-Prince, la production de banane a par contre été affectée par la longue période sèche due au retard considérable des pluies de printemps (annexe III). Ce retard n'a semble-t-il pas affecté les bananeraies des périmètres irrigués, sauf à St Louis du Nord. La maladie de la Sigatoka noire continue à faire des dégâts sur la culture de la banane. Ainsi, l'enquête estime que la production de banane plantain de printemps augmentera par rapport à 2010. L'estimation de production pour la campagne de printemps est de 101 200 tonnes. Considérant, une saison d'automne/hiver normale, soit similaire aux deux dernières années, la production totale de banane plantain pour la campagne de commercialisation de juillet/juin 2011-12 est estimée à 233 000 tonnes.

Tubercules

Les tubercules cultivés en Haïti comprennent principalement le manioc, l'igname et la patate douce. La patate douce est cultivée en monoculture ou en association en zones de montagnes humides et de mornes plus sèches alors que le manioc préfère les zones plus sèches (principalement le Nord-Est). Le taro (malanga et mazombel) cultivés principalement dans les systèmes agro-forestiers de la Grande Anse, du Nord et d'une partie du Nord-Ouest. La pomme de terre est, elle, cultivée sur les hauteurs de Port Au Prince.

Dans les zones de montagnes humide du Nord, de l'Ouest et du Sud-Est, la production du tubercule a généralement été favorable, car les pluies, bien que tardives, n'ont pas été excessive, ce qui est généralement un facteur limitant. Malgré le retard, la patate douce a généralement été favorisée cette année par des pluies supérieures à la normale, surtout dans les zones de mornes sèches de l'Artibonite. Pour le manioc, plus résistant au sec, la situation est généralement similaire à celle de 2010. Par contre, le retard des pluies dans le Nord et le Nord-Est à causé des diminutions importantes des plantations d'igname, qui se plantent généralement au printemps. Dans la Grande Anse, l'ouragan Thomas (novembre 2010) a fortement impacté la production d'igname qui est le principal tubercule cultivé dans le département (annexe III). Les forts vents ont en effet endommagé et cassé les tiges d'ignames sur tuteurs. Ceci a causé des retards importants de développement des tubercules et ainsi une diminution des récoltes au printemps 2011. Cependant, on s'attend à une augmentation des récoltes en automnes/hiver 2011/12, dès mi-septembre, car les tubercules non récoltés ce printemps arriveront à maturité. Dans la Grande Anse ainsi que la section-communale de Limbe au Nord, les tubercules sont par endroits endommagés par les fourmis envahissantes. On note également que la production de taro principalement dans les départements du Sud a souffert grandement depuis plusieurs années d'attaques de phytophtora.

Ainsi, l'enquête estime que la production de tubercules de printemps est inférieure à celle de printemps 2010. L'estimation de production pour la campagne de printemps est de 714 100 tonnes. Considérant, une saison d'été et d'automne/hiver normale, soit similaire aux deux dernières années, la production totale de tubercules pour la campagne de commercialisation de juillet/juin 2011-12 est estimée à 1 465 000 tonnes.

3.7.2 Estimation de la production de l'année 2011/12

Les tableaux 5 et 6 ci-dessous présentent les estimations de production pour l'année commerciale juin/juillet 2011/12 ainsi que les comparaisons par rapport à 2010/11. Les estimations de la campagne de printemps ont été directement évaluées par l'enquête tandis que pour les campagnes d'été et d'automnes/hiver, qui n'ont pas pu être évaluées au moment des visites de terrain, l'enquête anticipe des récoltes similaires à la production moyenne des deux dernières années. Ainsi, à l'échelle nationale la production d'aliments de base 2011/12 sera bonne mais inférieure de 6 pour cent comparativement à 2010/11.

Tableau 5 : Estimation de production pour l'année commerciale 2011-12 (tonne)

	2011-12			
Cultures	**Printemps**	**Eté**	**Automne/Hiver**	**Total**
Céréales	*286 800*	*209 300*	*111 100*	*607 200*
Riz	33 200	60 200	26 900	120 300
Mais	178 600	110 300	60 100	349 000
Sorgho	75 000	38 800	24 100	137 900
Légumineuses *	85 100	42 800	58 400	186 300
Banane Plantain **	101 200	75 100	55 700	232 000
Tubercules	714 100	323 900	427 000	1 465 000

* Légumineuses : haricot, pois congo, pois inconnu, arachide

** Tubercules : manioc, igname, patate douce, taro, pomme de terre

Tableau 6 : Comparaison de l'estimation de production pour l'année commerciale 2011/12, comparée à 2010/11

	2010/11	**2011/12**	**Différence**
Cultures	**Total**	**Total**	**%**
Céréales	*651 375*	*607 200*	*-7*
Riz	141 075	120 300	-15
Mais	364 500	349 000	-4
Sorgho	145 800	137 900	-5
Légumineuses	203 742	186 300	-9
Banane Plantain	73 333	77 333	5
Tubercules	442 942	418 571	-6
Total en EC	**1 371 393**	**1 289 405**	**-6**

3.7.3 Zones identifiées pour des achats locaux de nourriture

Dans certaines zones, la production vivrière a été particulièrement favorable cette année et permettrait des achats locaux de type P4P. Les régions suivantes ont été identifiées pour le maïs:

- Département de l'Artibonite (Haut) : Très bonne récolte en perspective (contrairement à 2010). La commercialisation des produits locaux se fera probablement dès la mi-septembre.
- Zone de St Raphael, La Victoire, Dondon (département du Nord): Très bonne récolte en perspective (meilleure qu'en 2010 qui avait également été une bonne année dans la zone). La commercialisation des produits locaux se fera probablement dès la deuxième semaine septembre.
- Zone des Cayes : Bonne récolte en perspective (presqu'aussi bonne qu'en 2010).

En ce qui concerne le pois noir, les zones suivantes ont été identifiées:

- Département du Nord : Dondon et une partie de partie de Milot.
- Département du Nord-Est : Mont Organisé, Carice, Montbin Crochu et Vallières.
- Département de l'Artibonite : Marmelade.
- Département de l'Ouest : Léogane, Grand Goave et Petit Goave.

Le prix du pois noir est au plus bas depuis 5 ans dans certaines zones des montagnes humides du Nord-Est, du Nord et de l'Artibonite (zones moins touchées par les périodes de sec). Durant les visites de terrain, une marmite de pois noir se vendait 100-105 Gd au détail dans les zones de production, contre 150-160 à Port-au-Prince.

3.8 Elevage

L'élevage, et en particulier l'élevage de caprins, est une activité économique importante pour les populations rurales et en particulier dans les montagnes/mornes sèches car elle permet la mise en valeur de ces zones moins fertiles. Le bétail est une source importante de revenus pour tout les ménages agricoles et agit comme une réserve financière pour faire face à des dépenses imprévues où des frais tels que les frais scolaire (en particulier pour la rentrée des écoles). L'élevage de porcs

est surement l'activité la plus rentable, cependant les épidémies porcines sont si fréquentes qu'elles font peser un risque majeur sur cette activité. La maladie de Teshen a apparemment détruit une bonne partie du cheptel de porcs et beaucoup de ménages redoutent d'investir à nouveau dans l'élevage porcin. Les poulets sont sensibles à la maladie de New Castle et sont facilement emportés par les rapaces. Les caprins sont de loin les animaux les plus résistants aux maladies et les plus robustes. Cependant, la recrudescence de vols organisés de bétails transfrontaliers avec la République Dominicaine et certains groupes criminels basés à Port au Prince décourage les producteurs de s'adonner pleinement à l'élevage. Ainsi, on a relevé une tendance de limiter l'élevage à la proximité des habitations où un control peut se faire plus efficacement par les familles.

Cette année, grâce une diminution généralisée de la pression des maladies et la bonne disponibilité en herbage depuis juin, les membres de l'enquête anticipent une légère augmentation du nombre de tête bétail durant la campagne 2011/12. Cependant, les ventes de bétail plus importantes ce printemps, qui ont été nécessaire pour combler les besoins financiers pour acheter la nourriture sur les marchés - en raison du retard des pluies - entrainera une diminution temporaire du cheptel. Selon les observations de terrain des membres de l'enquête, le bétail est généralement en bonne condition. Cependant, dans la plaine sèche du Nord-Est, la période particulièrement sèche de novembre 2010 à août 2011 a provoqué une diminution du cheptel en raison d'un manque fourrage et d'approvisionnement en eau et des ventes du au stress économique des ménages. La condition physique du bétail dans les plaines sèches et la disponibilité en fourrage étaient mauvaise lors des visites de terrain (mi-août). Toutefois, les pluies survenues lors du passage de l'ouragan Irene au large d'Haïti permettra aux pâturages de se régénérer.

3.9 Pêche

Haïti bénéficie d'un grand potentiel de pêche avec une côte longue de 1 770 km et de 22 000 ha de plan d'eau. Pourtant, la production de poisson reste faible de l'ordre de 16 000 tonnes par an dont 400 tonnes produites par l'aquaculture. Haïti importe chaque année du poisson et des fruits de mer pour répondre aux besoins des marchés locaux. Les activités de pêche occupent à temps plein ou partiel environ 52 000 familles, qui pratiquent une pêche artisanale utilisant des équipements rudimentaires de faible productivité. Les embarcations de très petite taille (sans moteur) ne permettent pas l'exploitation de ressources éloignées de la côte, ce qui résulte en surexploitation des ressources poissonnières proche de la côte. Aussi, la dégradation des écosystèmes côtiers de mangroves diminue les niches écologiques de reproduction. Pour ces raisons, l'économie de la petite pêche Haïtienne est en régression et les pêcheurs représentent un groupe particulièrement vulnérable. Cette année, la production de pêche a fortement régressé en raison de l'ouragan Thomas qui a causé de lourdes pertes sur le matériel de pêche, surtout dans les départements de la Grande Anse, des Nippes et du Nord-Ouest. Dans ces deux départements, la disponibilité en poisson sur les marchés locaux est sensiblement en dessous de 2010.

4. BILAN VIVRIER PREVISIONNEL JUILLET 2011/JUIN 1012 (PROVISOIRE)

Le bilan de l'offre et de la demande vivrière pour la campagne de commercialisation 2011/12 (juillet/juin), présenté dans le tableau 7, considère les produits suivants: blé, maïs, sorgho, riz, légumineuses[10], banane plantain et tubercules[11]. Ces produits assurent environ 63 pour cent des calories consommées, le reste est fourni par le sucre, les huiles végétales, les fruits, la viande et le lait. Le bilan est basé sur les estimations de production présentées plus haut ainsi que les hypothèses et conclusions suivantes:

[10] Les légumineuses comprennent le haricot sec, l'arachide, le pois congo et le pois inconnu.

[11] Les tubercules comprennent le manioc, l'igname, la patate douce, le taro 'Malanga', le taro 'Mazombel' et la pomme de terre.

- L'enquête projette la population du pays à environ 10 500 000 personnes à la mi-2012[12].
- La production totale de céréales, légumineuses, banane plantain et tubercules est estimée à environ 1.29 million tonnes (légumineuses, tubercules et banane exprimés en équivalent céréalier-EC). Le coefficient de conversion en équivalent céréalier utilisé est de 1/3 pour la banane plantain et 1/3.5 pour les tubercules. La production annuelle totale comprend le cumul des 3 campagnes agricoles. L'enquête fait l'hypothèse d'une campagne d'été et d'automne/hiver sans accident climatique et dans la moyenne de production des 2 dernières années (2009-2010). Pour le riz d'été l'enquête a toutefois permis de faire des estimations de production. Ainsi, selon le déroulement des campagnes d'été et d'hiver, la production totale finale pourrait être légèrement différente.
- En raison du retard considérable de la saison cette année, ainsi que du retard de l'entrée en production des tubercules et des bananes plantains, à la suite des dégâts causés par l'ouragan Thomas, l'enquête suppose que le niveau des stocks a diminué entre le début et la fin de l'année commerciale. Le stock au niveau des ménages visités sur le terrain est considérablement inférieur à celui de 2010 à la même époque. L'enquête estime un changement de stock de 71 000 tonnes EC.
- Les besoins alimentaires par habitant sont calculés sur la base d'une consommation annuelle par habitant de 60 kg de riz, 27 kg de maïs, 14 kg de blé, 6 kg de sorgho et 25 kg de légumineuses. En outre, la consommation par tête de bananes et de tubercules est estimée à 18 kg et 88 kg respectivement (6 et 25 kg exprimé en EC).
- Les besoins en semences sont estimés à environ 46 000 tonnes sur la base des doses moyennes de semis dans le pays: environ 80 kg par ha pour le riz, 27 kg par ha pour le maïs, 13 kg par ha pour le sorgho, 40 kg par ha pour les légumineuses.
- L'enquête projette la consommation animale à environ 57 000 tonnes de céréales (essentiellement du sorgho et une petite quantité de maïs) et 18 000 tonnes de tubercules (du manioc essentiellement) ;
- Les prévisions de pertes post-récoltes et autres usages sont de 165 000 tonnes pour les céréales et les légumineuses, soit environ 22 pour cent pour les céréales et 17 pour cent pour les légumineuses. Elles sont estimées à 19 pour cent pour les tubercules;
- Les importations de blé, riz et légumineuses sont estimées sur la base des données officielles de l'Administration Générale des Douanes-AGD. Il faut noter que ces statistiques ne concernent que les bureaux du port, de l'aéroport de Port-au-Prince et de Malpasse, soit 3 des 20 bureaux répertoriés en Haïti. Selon l'ADG, les 3 bureaux considérés comptent pour environ 92 pour cent de toue la perception en douane. Cependant, comme la majorité des importations de maïs et de banane plantain proviennent de la République Dominicaine où arrivent directement sur d'autres points de douane, les estimations de ces deux produits sont établies sur la base des visites de terrain ainsi que des entretiens avec des importateurs.
- Les exportations et réexportations (vers la République dominicaine) sont estimées à 10 000 tonnes de céréales et 30 000 tonnes de légumineuses;
- Les besoins d'importations de céréales, légumineuses et banane plantain pour la campagne de commercialisation 2010/11 (juillet/juin) sont estimés à près de 910 000 tonnes EC, essentiellement du riz, du blé, du maïs et des légumineuses. L'enquête estime que le pays pourra importer environ 740 000 tonnes par voie commerciale. Le déficit non couvert est estimé à 170 000 tonnes.

[12] Le dernier recensement démographique a été effectué en 2003 par l'Institut haïtien de statistique et d'Informatique qui a estimé la population à 8.37 millions d'habitants. Selon les dernières projections officielles, la population est estimée, en 2011, à 10 360 000 personnes; sur la base du taux de croissance démographique moyen par an, qui est de 2.75 pour cent, l'enquête projette une population de 10 500 000 personnes pour la mi-2012.

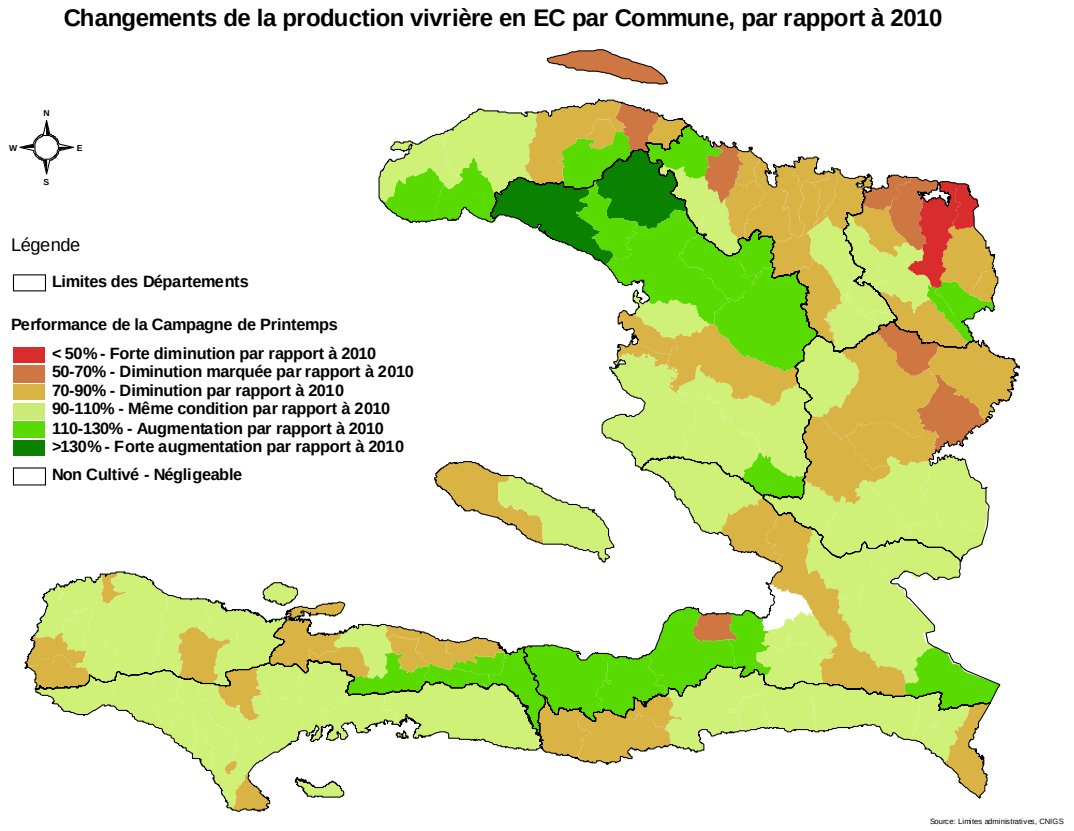
Tableau 7 : Bilan vivrier prévisionnel 2011/12 (juillet/juin) (en millier de tonnes)

	Blé	Mais	Sorgho	Riz	Légumi-neuses	Céréales + légumineuses	Bananes (EC)	Tubercules (EC)	Total (EC)
Disponibilités intérieures	**0**	**332**	**131**	**120**	**177**	**760**	**73**	**385**	**1 218**
Variations de stocks	0	-17	-7		-9	-34	-4	-33	-71
Production	0	349	138	120	186	794	77	419	1 289
Utilisation totale	**147**	**388**	**132**	**671**	**332**	**1 669**	**75**	**385**	**2 129**
Consommation alimentaire	147	284	63	630	263	1 386	63	263	1 712
Semences	0	7	1	5	7	21		25	46
Alimentation animale	0	20	37	0	0	57	0	18	75
Pertes et autres usages	0	77	30	26	32	165	12	80	256
Exportations et réexportations	0	0	0	10	30	40	0	0	40
Besoins d'importation	**147**	**56**	**1**	**551**	**155**	**909**	**1**	**0**	**910**
Importations commerciales prévues	119	40	0	440	140	739	1	0	740
Déficit à couvrir	28	16	1	111	15	170	0	0	170

5. EVOLUTION DE LA PRODUCTION VIVRIERE PAR COMMUNE

Dans le cadre de l'enquête, les responsables de BAC ont été mis à contribution pour fournir leurs meilleures estimations de la proportion des 6 cultures/groupes de cultures vivrières pour toutes les communes du pays. Ces cultures incluent le maïs, le sorgho, le riz, les légumineuses[13], la banane plantain et les tubercules[14]. Ces proportions ont permis de calculer les effets combinés de la performance des différentes cultures vivrières au niveau communale. Cette performance cumulée est exprimée en Equivalent Céréale-EC. La carte 1 illustre la performance de la campagne agricole de printemps 2011. Ces données permettent d'identifier les communes où la production vivrière a fortement diminué par rapport à 2010 et dont l'enquête anticipe une diminution de la disponibilité alimentaire et par conséquent une détérioration de la sécurité alimentaire durant les prochains mois. Les zones particulièrement touchées sont le département du Nord-Est (surtout Fort Liberté, Ferrier, Caracol et Terrier Rouge), certaines communes du Nord (Port Margo, Bas Limbe et Limbe), la commune de St Louis du Nord et l'île de la Tortue dans le Nord-Ouest, le haut plateau central et la zone de l'Arcahaie, Cabaret et Gressier dans l'Ouest.

Carte 1 : Changements de la production vivrière en Equivalent Céréales par rapport à 2010 et par commune



[13] Légumineuses : haricot, pois congo, pois inconnu, arachide.
[14] Tubercules : manioc, igname, patate douce, taro, pomme de terre.

6. ANALYSE DES MARCHES

Haïti est un pays à déficit vivrier largement tributaire des importations vivrières du marché international. Ces importations représentent 53 pour cent de la consommation alimentaire, dont le riz à lui seule représente 60 pour cent des importations vivrières. Par conséquent, le prix de ces denrées est un facteur clé pour l'accès à la nourriture de la majorité des Haïtiens. Lors de visites de terrain (5-13 août), tous les marchés visités sont bien approvisionnés en produits vivriers, dont la provenance était en vaste majorité en produits importés. Les seules marchés bien approvisionnés en produits locaux ont été observé dans la Grande Anse, avec majoritairement les bananes plantains et les fruits de l'arbre véritable. Le pois noir local est présent sur les marchés, là où la production a été bonne ce printemps, soit dans les montagnes humides du Nord, du Nord-Est et de l'Ouest. La très faible proportion de produits vivriers locaux sur les marchés est due au retard des récoltes de la saison de printemps 2011 ainsi qu'à l'échec du riz de printemps dans certaines zones de production (Nord-Est, Nord).

6.1 Riz

Le riz est, de loin, la céréale la plus consommée en Haïti et donc son prix influence grandement l'accès à la nourriture de la population. La production de riz est en concurrence direct avec le riz importé, principalement des Etats-Unis, qui représente plus du 4/5 du riz consommé en Haïti. Ainsi, les prix du riz sur les marchés internationaux influencent directement les prix sur les marchés Haïtiens. Sur les marchés situés le long de la frontière avec la République Dominicaine, on remarque une offre croissante de brisure de riz *cabecite*, vendue à un prix environ 40 pour cent moins cher que le riz importé[15]. L'importance du riz *cabecite* a augmenté de façon significative par rapport à 2010 dans le département du Centre, suggérant une réduction du pouvoir d'achat de la population,

Le secteur des importations de riz est contrôlé par 4 ou 5 importateurs qui couvrent près de 70 pour cent des importations. Il s'agit toutefois d'un marché dynamique, avec de gros joueurs qui disparaissent et de nouveaux qui arrivent. Les importateurs ne détiennent pas de stocks significatifs et font venir le riz sur commande des grossistes. Ils répondent ainsi directement à la demande effective et les importations sont échelonnées sur l'année. Les autres acteurs du circuit de distribution du riz importé sont les grossistes, les semi-grossistes et les détaillants. Environ une dizaine de grossistes se partagent le marché de Port-au-Prince. Ces grossistes sont ceux qui gèrent des stocks importants et ont plus d'influence sur les prix.

Le marché haïtien du riz apparaît fortement segmenté :

- En zone rurale, et particulièrement dans les régions productrices, comme la Vallée de l'Artibonite, les populations locales consomment essentiellement le riz local « ordinaire » où prédomine la variété TCS-10 ainsi que les variétés 'de qualité supérieure' Sheila/Shelda qui sont très prisées mais dont le prix est plus du double de celui du riz ordinaire. Le riz importé y est également vendu, non seulement durant les périodes où les stocks de riz local sont faibles, mais aussi durant les mois où le riz local abonde sur le marché.
- En zones urbaines, les populations consomment essentiellement du riz importé, riz à grain long de type cristallin, qui satisfait leurs exigences en termes de goût et de qualité. Le riz importé populaire est vendu 15 à 20 pour cent plus cher que le riz local de qualité comparable (figure 1 et tableau 8). Le manque d'infrastructures adéquates pour le décorticage du riz fait que le riz local contient un taux de brisures trop élevé ainsi que trop d'impuretés (petites pierres, points noirs, morceaux de bois, des grains non moulus, etc.). Ceci entraine des pertes de temps au nettoyage du riz avant la cuisson et ainsi les consommateurs préfèrent le riz importé bien que plus cher. Par contre, le riz local de qualité supérieure de type Sheila/Shelda est très apprécié

[15] Le riz *cabecite* au début août était vendu 70 Gd/marmite contre 115-120 Gd/marmite pour le riz long importé.

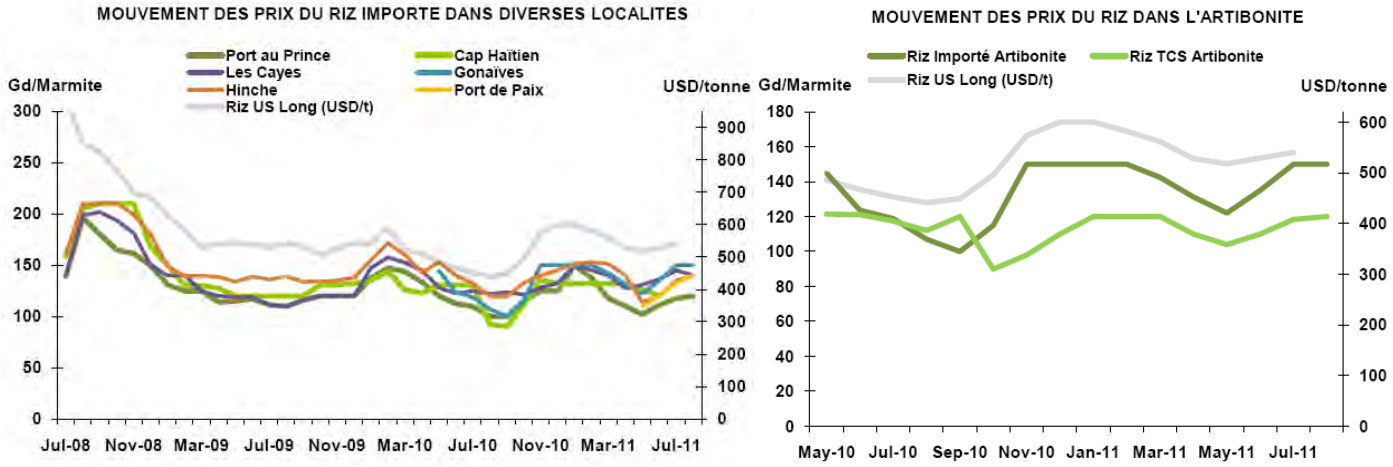
par les consommateurs plus aisés qui peuvent se permettre un prix de vente plus élevé que pour le riz importés.

Tableau 8 : Comparaison des prix du riz ordinaire local et importé et du riz de qualité 'Sheila' en juillet 2011 sur les 4 marchés principaux Haïtiens. Source : CNSA

Marchés Principaux	Riz ordinaire - Gd/marmite		Riz qualité - Gd/marmite	Différence – %	
	TCS-10	Importé-Riz long	Sheila	Sheila/TCS-10	Sheila/Importé
Port-au-Prince	125	118	250	100	112
Cap Haïtien	103	-	240	133	-
Gonaïves	119	150	250	110	67
Les Cayes	128	145	305	138	110

Cette année, le prix du riz importé (riz long) sur les marchés locaux est supérieur à 2010. Les prix sont fortement influencés par les marchés internationaux (figures 10 et 11) à la hausse. Cette hausse est principalement soutenue par les perspectives de changements de la politique de soutien des prix en Thaïlande, le plus grand exportateur de riz au monde, ce qui pourrait entraîner prix à l'exportation beaucoup plus élevée, ainsi que la perspective d'une forte réduction de la production aux Etats-Unis, le riz troisième fournisseur.

Figures 10 et 11: Prix du riz importé dans diverses localités de juillet 2008 à août 2011, ainsi qu'une comparaison des prix du riz importé et local (TCS-10) dans l'Artibonite. Sources : CNSA et FAO (prix internationaux)



6.2 Maïs

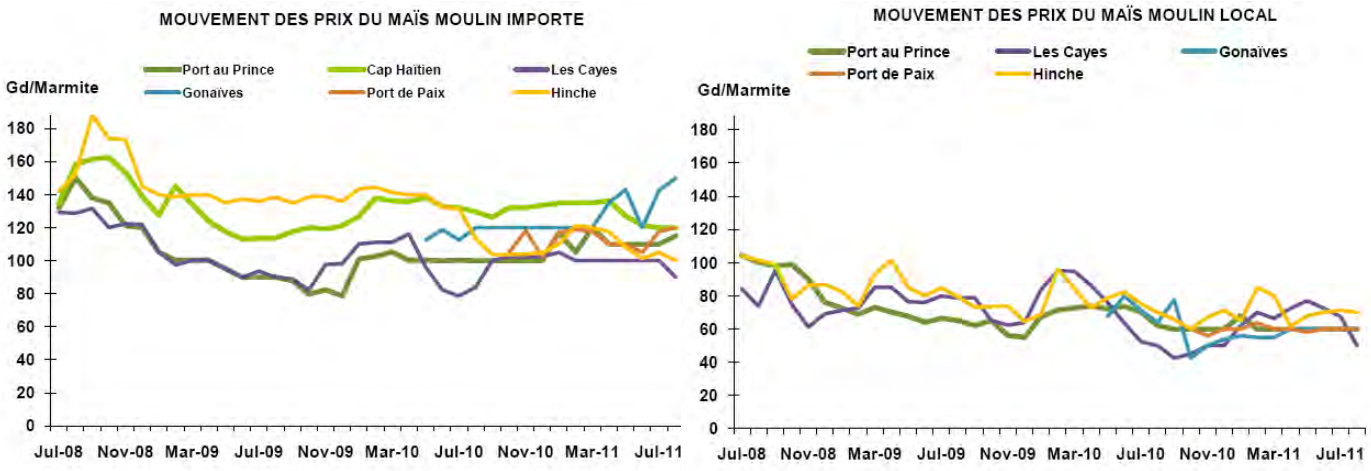
Le maïs est une culture essentiellement autoconsommée par les producteurs eux-mêmes, sous forme de semoule. Sur les marchés, le gruau de maïs locale, appelé 'maïs moulin pays', tend à être remplacé par le gruau de maïs concassé importé. Le gruau de maïs importé représente environ 1/10 du volume de riz importé. Cependant, l'épi de maïs frais appelé 'maïs boucané' devient une forme de consommation en augmentation. Au moment des visites de terrains, et en raison du retard de la saison agricole, plus de 90 pour cent du maïs moulin sur les marchés sont importés, principalement de la République Dominicaine.

Les prix sur les marchés internationaux sont fortement à la hausse depuis juillet 2010, alors qu'ils baissent quelque peu à partir de mai 2011, après que les Etats-Unis ont révisés à la hausse les estimations de surfaces emblavées ainsi que leurs stocks. Le prix du maïs en République Dominicaine voisine était quant à lui nettement supérieur au prix international, avant de chuter depuis juin 2011

pour se rapprocher du prix international. Lors des visites de terrain, le maïs des Etats-Unis était vendu plus cher que le maïs Dominicains. Selon la base de données de la CNSA, le prix du maïs moulin importé varie de façon importante dans le pays. En août, la base de données indiquent que sur certains marchés le prix chute (Hinche, Les Cayes et le Cap Haïtien), alors que dans d'autre le prix monte (Gonaïves, Port de Paix, PaP). De façon générale, les visites de terrain ont confirmées que le prix du maïs moulin importés des Etats-Unis augmente alors que le prix du maïs moulin Dominicains diminue. Ainsi, selon le type de maïs moulin collecté sur les marchés par les enquêteurs, les tendances sont différentes. Il ne s'agit donc pas d'une mauvaise intégration des marchés.

Le prix du maïs moulin local est nettement inférieur au maïs moulin importé, soit de 30 à 65 pour cent selon les marchés en 2011. De plus, alors que le prix du maïs moulin importé à augmenté par rapport à 2010, le prix du maïs moulin local à quand à lui diminué. C'est le seule produit vivrier à avoir diminué, ce qui implique que les producteurs Haïtiens ne tirent aucun profit de la hausse des prix sur les marchés internationaux ! L'annexe IV présente une série de figures qui illustre ces différences sur divers marchés. Ceci est du à la présence de sous-produits (téguments et germes) du maïs et d'impuretés dans le gruau vendu ainsi que d'une granulométrie irrégulière (annexe I). Lorsque le maïs local est bien nettoyé, son prix s'approche de celui du maïs importé. Cependant, cela demande un travail fastidieux à la main et augmente les pertes (réduit le volume vendu) et donc peu de vendeurs s'y attèlent. Parfois, les commerçants, voulant empocher la différence, mélangent un peu de maïs local afin d'augmenter le volume du maïs importé à la vente! Ainsi, en raison d'infrastructures de transformation obsolètes, le prix du maïs moulin local reste nettement inférieur au maïs importé. Les producteurs Haïtiens doivent donc s'accommoder de prix de ventes plus bas que leurs paires dans les pays voisins.

Figures 12 et 13 : Prix du maïs importé et local dans diverses localités de juillet 2008 à août 2011. Source : CNSA



6.3 Pois noir et pois rouge

Bien que la culture du haricot rouge et noir soit sensible aux aléas climatiques, il bénéficie d'un marché local très porteur. Durant la période de l'enquête, le pois noir est vendu, au détail, à un prix variant entre 150 et 220 Gd/marmite, alors que le pois rouge varie de 150-300 Gd/marmite sur les marchés principaux. Ainsi, grâce à son prix élevé, sa vente représente une source de revenu importante pour les producteurs. Avec la banane plantain, le pois est en fait le seul produit vivrier consommé quotidiennement par la majorité de la population Haïtienne et qui maintien une position concurrentiel vis-à-vis des importations. En effet, les producteurs de riz et de maïs local sont mal rémunérés principalement en raison de l'absence d'une industrie de transformation adéquate. Le haricot, quant à lui, peut être commercialisé sans passer par l'industrie de transformation. La culture du haricot revêt donc d'une grande importance économique pour de nombreux ménages agricoles

Haïtiens. Ainsi, les années de mauvaise production, tels que les campagnes de printemps 2010 et 2011, ont des conséquences non négligeables sur la sécurité alimentaire des producteurs.

Le prix du pois noir sur les marchés Haïtiens est sensiblement plus élevé cette année qu'en 2010. La base de données indique que les prix varient fortement entre les différents marchés du pays. Ceci est en contraste marqué avec la stabilité des prix du pois noir durant les 3 dernières années en République Dominicaine voisine. Cependant, les producteurs de haricot ne bénéficient pas toujours de cette hausse des prix. En effet, l'état déplorable des routes en milieu rural rendent pratiquement inaccessible plusieurs zones à fort potentiel de production durant la saison des pluies et représente une forte contrainte à la commercialisation de produits vivriers. Les zones de montagnes humides, principales zones de production du haricot, sont particulièrement affectées de part leur potentialité agricole élevée et l'importance des pluies qui endommage les pistes rurales. Ainsi, sur les marchés reculés, les prix diminuent considérablement lors de la récolte, privant les producteurs de leurs revenus. Des achats locaux, dans les zones moins accessibles aux marchés, permettrait un transfert de revenus qui contribueraient à améliorer la sécurité alimentaire des populations dans ces zones (section 3.7.3).

6.4 Hausse des prix et incidence sur le pouvoir d'achat

Les prix des produits vivriers de base, mis à part le maïs moulin local, sont supérieurs sur les marchés locaux par rapport à la même période en 2010. Le prix du carburant a fortement augmenté par rapport à 2010. Comme la nourriture et les transports représentent les postes les plus importants du panier de la ménagère. L'indice des prix à la consommation (IPC) de janvier à juillet 2011 et indique que l'inflation à augmenté de 9.5 pour cent en juillet 2011 par rapport à la même période en 2010 (tableau 9).

Tableau 9 : Indice des prix à la consommation (IPC) de janvier à juillet 2011 (base août 04 =100). Source : IHSI

Période 2011	Indice générale des Prix à la Consommation	Variation en pourcentage	
		mensuelle	annuelle
janvier	177.2	1.1	3.7
février	179.4	1.2	6.4
mars	181.7	1.3	7.2
avril	183.5	1.0	7.9
mai	184.7	0.7	8.4
juin	186.7	1.1	9.3
juillet	186.8	0.1	9.5

Les prix mondiaux des denrées alimentaires resteront élevés car le sous-investissement dans l'agriculture depuis des décennies a laissé le secteur agricole incapable de répondre à la demande mondiale. L'aide à l'agriculture est tombée à 4.3 pour cent de l'aide totale en 2008 alors qu'elle représentait 18 pour cent en 1979 (données du FIDA). Il est donc peut probable qu'une baisse importantes des prix en 2011/12 viendrait améliorer l'accès à la nourriture du peuple Haïtien.

7. SECURITE ALIMENTAIRE

L'analyse de la situation de sécurité alimentaire en Haïti est basée sur, d'une part, l'analyse des données de l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire-ENSA et diverses études conduites par les intervenants humanitaires en Haïti et d'autre part les observations de terrain ainsi que les résultats de l'enquête des récoltes présentées dans les sections précédentes.

Avec le soutien du PAM et d'autres partenaires dont la FAO, FEWS/NET, l'Université de Tulane (USA) et l'UEH, la CNSA a réalisé une Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire-ENSA sur un échantillon représentatif au niveau départemental de 3557 ménages pour évaluer les changements et la situation actuelle sur l'ensemble du territoire. L'enquête à couvert tout les 10 départements du pays ainsi que les zones de mode de vie. La collecte des données à été réalisée durant la période de soudure en mai et juin 2011. L'analyse des données a été faite à Port-au-Prince.

La prévalence de l'insécurité alimentaire a été calculée sur la base de croisements de trois indices de mesures, qui sont :

1. Score de consommation alimentaire (PAM)
2. Score de diversité alimentaire
3. Echelle de la faim

Le tableau 10 présente la grille de classification de l'insécurité alimentaire des ménages interrogés, sur la base des réponses obtenues pour les trois indices. Le rapport de l'enquête ENSA fournit plus de détails sur la méthodologie de mesure de l'insécurité alimentaire.

Tableau 10 : Croisements des trois indices utilisés pour le calcul de l'insécurité alimentaire Source : ENSA

	Score de consommation pauvre			Score de consommation à la limite de l'acceptable			Score de consommation acceptable		
	Score de diversité alimentaire			Score de diversité alimentaire			Score de diversité alimentaire		
	Faible diversité	Diversité moyenne	Diversité élevée	Faible diversité	Diversité moyenne	Diversité élevée	Faible diversité	Diversité moyenne	Diversité élevée
Faim légère/inexistante									
Faim modérée									
Faim sévère									

Securite alimentaire elevee		Acces aux aliments eleve et stable, diversite et bonne combinaison des groupes d'aliments
Securite alimentaire moderee		Acces moyen aux aliments, diversite moyenne et plus ou moins une bonne combinaison de groupes
Insecurite alimentaire moderee		Acces aux aliments faible, diversite insuffisante et une bonne combinaison de groupes d'aliments
Insecurite alimentaire severe		Acces aux aliments tres faible, pas de diversite et forte consommation de groupes d'aliments pauvres

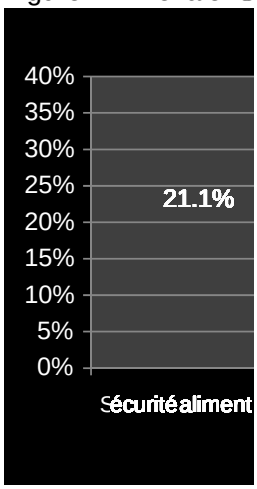
Cette méthode devrait permettre une estimation plus précise que par le passé de la prévalence de l'insécurité alimentaire à l'échelle nationale et départementale. Les EFSA I et II (Emergency Food Security Assessments, 2010) ont estimé la prévalence de l'insécurité alimentaire sur la base du score de consommation alimentaire. Alors que la méthodologie est renforcée avec les divers indices utilisés par l'ENSA 2011, une comparaison directe avec les résultats de l'EFSA I et II n'est applicable que pour le premier indice calculé individuellement.

7.1 Résultats de l'

7.1.1 Prévalence de
Les résultats de l'ENS
qu'elle représente 45
Dans ce groupe, on ret
en 'insécurité aliment
retrouve en milieu rur
1.9 repas par jour
est extrêmement vuln
besoin immédiat d'ass

Les 37 pour cent de
modérée Les ménage
transferts de ménage
maison où ils vivent m
le cas de chocs extérie

Figure14 : Prévalence



Il faut également not
modérée, une catégor
si les instances publiqu

7.1.2 Répartition gé
Les départements de
Ouest (57.7 pour cent
cent) sont les plus affe
tendances :

- Nord Ouest – His
alimentaire et de
l'agriculture (zone
les mornes sèches
- Artibonite – Hist
alimentaire et pa
l'agriculture pour
dégâts considéra

ANNEXE V - LA SITUATION AGRICOLE AU NIVEAU DES DÉPARTEMENTS

Département de l'Artibonite

L'Artibonite est le département le plus vaste du pays et comprend la zone agricole la plus densément peuplée avec une densité démographique qui dépasse les 500 habitants/km. Bien que le département soit connu principalement pour son important périmètre irrigué et sa production rizicole, il compte de grands territoires de montagnes/mornes sèches. Il comprend également quelques montagnes/mornes humides à Marmelade ainsi que dans la Chaine des Cahos et des Matheux au sud du département. Une superficie de 25 000 ha irrigué (sur 38 000 ha irrigables) est mise en valeur dans la vallée de l'Artibonite pendant la première saison d'été (la saison humide) dont les repiquages de riz se déroulent de la mi-juin à la mi-juillet. La deuxième saison d'hiver correspond à une superficie de 15 000 à 20 000 ha compte tenu de la tendance à la diversification pendant la deuxième saison d'hiver (il y a moins d'eau). Le maïs, les cultures maraîchères et la jachère s'accompagnent aux cultures de riz durant cette saison. On compte plus de 30 000 ouvriers qui exploitent généralement de petites parcelles rizicoles en métayage. Ce sont des chefs de ménage ayant laissé leur commune respective pour gagner un revenu de 100 Gds/jour garanti durant 150 à 180 jours par année.

La production de riz est fortement affectée par le retard des pluies au printemps ainsi qu'une diminution de la disponibilité d'engrais sur les marchés par rapport à 2010. La problématique de la production de riz est présentée dans la section 3.7.1 ci-dessus. Les récoltes dans les mornes et plateaux secs de l'Artibonite sont par contre très prometteuses cette année. En effet, bien que les pluies ont démarré vers le 20 mai, avec près de 2 mois de retard sur une année normale, celles-ci ont ensuite été régulières et bien distribuées. Les producteurs ont pu prendre pleinement avantage de ces pluies et mettre en culture des surfaces bien plus importantes qu'en 2010, alors que les rendements seront également plus élevés. Les membres de l'enquête ont également noté que les surfaces cultivées en sorgho sont nettement plus importantes qu'en 2010.

Département du Centre

La zone de plateau semi-humide représente la zone agro-écologique la plus importante du département du Centre. Le département comprend toutefois au sud, sud-ouest ainsi qu'au nord des zones montagneuses plus humides. L'est du département est quant à lui composé de morne plus sèches. La période principale de culture est au printemps et les semis se déroulent d'avril à juin. Elle est généralement suivie d'une campagne d'été dont les semis se déroulent en juillet-aout. Les producteurs se concentrent sur la culture du printemps car les pluies sont plus régulières que pour la saison d'été suivante qui coïncide avec la saison cyclonique. Les labours sont généralement réalisés avec des bœufs, que les producteurs opèrent eux-mêmes, au coût de 500 Gds par jour. Les producteurs n'utilisent pas d'engrais et cultivent en général la moitié de leurs terres durant 3 ans (en moyenne) alors que l'autre reste en jachère.

Normalement la saison humide commence à la fin mars pour se poursuivre jusqu'en septembre/octobre. Le plateau central est caractérisé par une période sèche importante de 6 mois entre octobre et mars. Cette année, la saison humide a commencé avec près de 2 mois de retard, le 20 mai dans le haut plateau[21]. Ces pluies ont été suivies, le 6 et 7 juin, de très fortes précipitations, qui ont bénéficiés les cultures en place, mais retardé l'implantation de nouvelles cultures, en raison de l'état des sols trop humides des terres pour le labour à la charrue et le sarclage. Ces retards ont résulté en une réduction significative des surfaces emblavées cette année, surtout dans le haut

[21] Les responsables de la DDA a Hinche ont noté qu'ils observent un décalage du démarrage de la campagne de printemps depuis une dizaine d'année. Selon eux, la déforestation intense qu'aurait connu le Département serait la cause de ces changements.

plateau central. De plus, dans certaines zones, autour de Hinche, les pluies on cessé jusqu'en juillet, causant ainsi l'échec des cultures de maïs et d'haricot. Les zones les plus touchées sont les sections-communales au nord-est, est et sud-est de Hinche. Les pois inconnus, plus résistants au manque de pluies, sont en meilleurs conditions. La situation est toutefois meilleure au nord de la bifurcation pour Cerca Caravajal et immédiatement à l'ouest de Hinche. On a noté également d'importantes variations de la performance du maïs à l'intérieur de sections-communales. Les producteurs essayent de compenser avec plus de surfaces cultivées pour la deuxième saison d'été. Lors des visites, les membres de l'enquête ont donc observé en août quelques activités de labour. Cependant, dans les zones les plus affectées, il semble très difficile pour beaucoup de ménages appauvris par l'échec des cultures, de trouver les ressources financières nécessaires afin de mettre en culture les terres pour la campagne (plus risquée) d'été.

Les montagnes/mornes humides du bas plateau central n'ont pas été touchées par le retard des pluies. En effet, mis à part la section-communale de Saut d'Eau, les pluies de printemps ont, en générale, été normale. De plus, dès la mi-mai, les pluies ont été plus abondantes qu'à la normale. Ceci a généralement été favorable aux cultures, alors que comparativement à 2010, on note une certaine réduction en raison d'irrégularité des pluies dans quelques sections-communales. Le haricot, quant à lui, a été affecté par les excès de pluies en juin, au moment de la récolte. La Sigatoka noire du bananier continue a faire des dégâts importants et est responsable d'une réduction de production par rapport à 2010. Très peu d'engrais sont utilisés dans les rizières du bas-plateau et donc le manque d'approvisionnement n'a pas eu de conséquences négatives.

Département du Nord-Ouest

Le Nord-Ouest est un département très varié d'un point de vue agro-écologique car il comprend des zones de montagnes humides en prolongement du département du Nord où l'agroforesterie (jardin créole) est pratiquée et des zones si sèches où ni l'agriculture, ni l'élevage y sont pratiqués. Dans cet intervalle, on distingue les montagnes/mornes plus ou moins arides où l'orographie influence directement la pluviométrie et permet une agriculture marginale ainsi que les plaines dont l'agriculture y est pratiquée soit par une irrigation d'appoint de crue ou permanente le long des rivières. La pluviométrie diminue de façon très significative du nord-est vers le sud-ouest du département. Dans les montagnes/mornes sèches et humides, la campagne de printemps représente la principale saison. On y cultive, parfois sur de fortes pentes, le mais, le sorgho, le haricot et le petit pois. D'autres cultures plus ou moins résistantes au sec y sont également cultivées tels que l'arachide et dans une moindre mesure le sésame. Dans les montagnes humides en bordure du département du Nord, on cultive une multitude de cultures dans les 'jardins créoles' tels que banane, tubercules, arbre véritable ainsi que divers fruits. Dans les plaines sèches (Port de Paix, Jean Rabel, Chamsolme, Bassin Bleu), les saisons agricoles sont inversées et ainsi la campagne principale est la saison d'automne/hiver. Dans les zones sèches du Nord-Ouest, on rapporte que les cultures sont sévèrement touchées par le manque de pluies au moins une année sur trois.

Dans les mornes sèches, les pluies démarrent généralement en mars pour se terminer à la fin mai déjà, alors que dans les montagnes humides, les pluies commencent en février et continuent durant l'été. Cette année, les pluies ont été singulières dans le sens où elles ont démarré à la fin mai, avec plus de 2 mois de retards sur la normal et, à la mi-août, elles étaient encore bien présentes. De plus, le gradient des pluies est inversé par rapport à la normale ; les montagnes humides au nord-est sont très sèches cette année alors que les pluies ont été plus de plus en plus abondantes en direction du sud-est. Les producteurs des mornes sèches ont pleinement pris avantage de ces pluies et ont planté avec succès le maïs et le sorgho ainsi que, dans une certaine mesure le haricot. Cependant, il faut noter que dans certaines montagnes humides du bas Nord d'ouest (communes de Moles, Bombarde, Jean-Rabel et une partie de Bassin Bleu), on a observé une extension des pluies d'hiver jusqu'en mars pour lesquels quelques producteurs ont emblavé leurs parcelles. Avec la période sèche qui s'en

est suivie, ils ont perdu leur récolte. Ainsi, le succès de la campagne de printemps 2011 est un peu nuancé dans ces zones. Dans les basses montagnes humides orientales adjacentes au département du Nord, lorsque les pluies ont démarré à la fin mai, elles n'ont généralement pas été suffisantes pour permettre la plantation de maïs, d'haricot et de tubercules (igname et taro). En altitude, la situation est toutefois meilleure en raison de pluies plus conséquentes. Dans les plaines côtières, les pluies ont été très faibles, affectant négativement les bananeraies (St Louis du Nord).

L'élevage de caprin est très important dans l'économie du Nord-Ouest car elle permet aux producteurs de garantir une source de revenu durant les années d'échec des cultures. La longue saison sèche à provoqué un manque de fourrage pour le bétail, surtout dans le bas Nord-Ouest. Les producteurs ont été contraint à vendre plus de bétail cette année. Le MARNDR a renforcé les structures des GSB (Gwoup Sante Bèt). Avec les pluies abondantes depuis mai, la situation du bétail est en nette amélioration.

Département du Nord

Le département du Nord est le plus humide du pays et ainsi les producteurs des montagnes et mornes humides pratiquent l'agroforesterie appelé communément 'jardin créole'. Le climat à tendance s'assécher en général en direction vers l'est. Ainsi en bordure de département, on trouve une petite zone de plaine agro-pastorale sèche (Quartier Morin et Limonade). Cependant, la quasi-totalité des plaines côtières du département sont humides et on pratique la monoculture et cultures associées de mais, légumineuses, banane et canne à sucre. Au sud-est du département, et en particulier au sud de St Raphaël et à Pignon, on trouve une zone de plateau semi-humide qui constitue un prolongement du plateau central vers le Nord. Dans les montagnes humides, il pleut habituellement tous les mois de l'année avec une recrudescence marquée de mars à juillet ainsi qu'en fin d'année. L'excès de pluie est ordinairement un facteur limitant aux cultures. L'année 2011 a été exceptionnelle dans le sens que de mars à mai, il n'a pratiquement pas plus dans ces montagnes humides. De plus, bien que des pluies généralisées ont eu lieu à la fin mai et début juin, avec plus de 2 mois de retards, ces pluies se sont ensuite faite rares dans plusieurs sections-communales, surtout au sud et sud-ouest du Cap Haïtien. De telles conditions climatiques sont rares dans ces zones.

Par contre, dans les zones de plateau humide de St Raphaël, La Victoire, Pignon et les montagnes humides de Dondon, Milot, Pilate, Plaisance et Borgne, les pluies ont été, soit inférieur à la normale, mais toutefois largement suffisante pour permettre aux producteurs de planter leur culture et d'obtenir de très bonnes récoltes. Il faut noter que dans les montagnes humides du Nord, l'excès de pluies est souvent un facteur limitant, surtout pour la production de légumineuses et tubercules. Ainsi, dans ces communes, la récolte de printemps 2011 s'annonce, avec 1.5 mois de retard, mais bien supérieur à 2010. Le riz est cultivé dans le périmètre irrigué de St Raphael principalement en été. Alors que des stocks d'engrais de 2010 sont encore disponibles, les prix de l'urée restent les plus bas parmi les différentes zones rizicoles visitées (figure 7). Cependant, le manque d'engrais influencera négativement la production de riz dans le périmètre irrigué. Dans la plaine agro-pastorale sèche de Limonade, le retard des pluies est important, cependat les pluies de mai, juin et juillet ont permis une petite récolte de maïs. Celle-ci est toutefois inférieure à celle de 2010. La situation dans ces zones est sans comparaison avec les déficits hydriques touchant la zone agro-pastorale du Nord-Est.

Département du Nord-Est

Le département du Nord-Est dispose d'un climat très contrasté avec une basse plaine agro-pastorale sèche où la pluviométrie est parmi la plus basse en Haïti (400 mm/année) ainsi que des montagnes humides. On trouve également des réseaux d'irrigation, parfois transfrontalier avec la République Dominicaine, où le riz est cultivé (Ouanaminthe, Ferrier et Fort Liberté). Avec des bassins versants

très humides sur les hauteurs et très secs dans les plaines, les risques d'inondations sont importants, surtout durant la saison cyclonique de juin à novembre. Ainsi, les producteurs de riz à Ferrier se concentrent surtout sur la campagne de printemps car les risques d'inondation sont inférieurs. Le projet SAGE-Sécurité Alimentaire et Gestion de l'Environnement de la FAO réalise des activités ayant pour objectifs d'améliorer la gestion de l'eau sur les bassins versants. Dans les plaines agro-pastorales, l'élevage relève d'une grande importance dans l'économie des ménages alors que l'on cultive le riz en zone irriguée ou l'arachide et le manioc en culture pluviale. Avec l'altitude, le gradient pluviométrique augmente, permettant la culture de diverses légumineuses, du maïs et de la banane plantain. Dans les montagnes humides, les cultures les plus importantes sont le maïs, les tubercules et le riz pluvial cultivé dans les bas-fonds où sur de fortes pentes, alors que le haricot est cultivé sur trois saisons annuelles.

Cette année est très contrastée avec des zones d'échec de cultures alors que des récoltes exceptionnelles sont attendues dans d'autres zones. Dans les montagnes humides (Mont Organisé, Carice, St Suzanne, Valière), les pluies étaient moins abondantes que la normale, jusqu'à la fin mai, mais toutefois bien suffisante pour les cultures, alors que l'excès de pluies est généralement le facteur limitant principal. Dans ces zones, de très bonnes récoltes sont attendues sur toutes les cultures. Le haricot noir sur les marchés de Carice se vendait au prix de 105 Gd/marmite de 6 livres, le 10 août 2010. Ce prix n'a pas été aussi bas depuis au moins 5 ans.

Par contre, la plaine agro-pastorale est particulièrement touchée et la campagne de printemps a presque complètement échoué (plaine agro-pastorale et irriguée) en raison d'une période particulièrement sèche qui se prolonge de novembre à août. Ce n'est que l'ouragan Irene qui a amené des pluies bénéfiques. Alors que d'autres zones (montagnes humides), les récoltes sont exceptionnellement bonnes. Avec des pluies moins importantes dans les montagnes humides au printemps, le niveau des rivières étaient bas et ainsi seul 20 pour cent des rizières normalement cultivées au printemps ont pu être emblavées cette année (Fort Liberté, Ferrier et Ouanaminthe). Lors des visites sur le terrain, peu de producteurs ont emblavé le riz pour la saison d'été à Ferrier en raison des risques d'inondations. Ils préfèrent attendre quelque peu et investir dans la prochaine saison de printemps 2012. Il faut aussi noter que Ferrier recevait traditionnellement des intrants à crédit d'investisseurs Dominicains qui rachetaient le riz produit. Depuis 2010, cette coopération n'est plus en place, apparemment en raison de restrictions douanières pour l'importation de riz en République Dominicaine.

La période particulièrement sèche de novembre 2010 à mai 2011 semble avoir diminué le cheptel des ménages en raison d'un manque fourrage et d'approvisionnement en eau. Ce stress à causé également une recrudescence des maladies dont les services vétérinaires n'ont pas la capacité d'y répondre. La condition physique du bétail dans les plaines sèches et la disponibilité en fourrage étaient mauvaise lors des visites de terrain (mi-août). Toutefois, les pluies survenues lors du passage de l'ouragan Irene au large d'Haïti permettra aux pâturages de se régénérer.

Département de l'Ouest

L'économie agricole du département de l'Ouest s'articule autour de la capitale Port-au-Prince. On y trouve de nombreuses communes urbaines et semi-urbaines ou l'agriculture est pratiquée pour alimenter les marchés de la capitale. Les montagnes humides du Massif de la Selle forment un versant nord ou légumes, pomme de terre, maïs, haricot, tubercules et bananes y sont cultivés. Ces montagnes alimentent de nombreuses petites rivières dont l'eau est utilisée dans de petits périmètres irrigués dans les plaines plus sèches où on y cultive principalement la banane plantain, la canne à sucre et la patate douce en irrigation. Le département comprend également de vastes mornes sèches à semi-humide (Ile de la Gonâve, Archaie, Grand et Petit Goâve) où l'on cultive le maïs et le haricot. Les dégâts sur les systèmes d'irrigation causés par le tremblement de terre du 12

janvier 2010 ont été largement réparés. Cette année, dans les parties agro-écologique plus sèches et toute la section est du département, les pluies ont démarré à la fin mai, avec 2 mois de retard. Après le démarrage, les pluies ont généralement été bonnes et ainsi les producteurs ont pu emblaver leurs terres en maïs et haricot et obtenir une bonne récolte, souvent bien supérieur à 2010. Dans certaines zones, les pluies se sont toutefois arrêtées dès la deuxième semaine de juin pour rester très irrégulières et par endroit pour résulter en un échec des cultures. Les zones les plus touchées sont les sections-communales au Sud de l'Archaie, Cabaret, Croix des Bouquet, Delmas ainsi que Gressier.

Dans les zones humides à l'est du Massif de la Selle ainsi que la commune de Cornillon, les pluies ont démarrés plus tôt en mars et sont restées régulières jusqu'à la période de l'enquête. Ceci a permis aux producteurs de planter à temps et d'obtenir de bonnes récoltes. Cependant, les fortes pluies de juin ont causés, par endroit, des pertes importantes sur la production d'haricot, causant la germination sur pied. Cependant, en général, la production de haricot a été assez bonne. On le retrouve sur les marchés dans divers villes, aux Cayes notamment.

Département des Nippes

Le département des Nippes se caractérise par une production importante de sorgho traditionnelle de cycle long dont, 8 à 9 mois sont nécessaires de la plantation à la récolte. La culture y est concentrée dans les mornes et plaines sèches du département avec un seul cycle par année. La plantation a normalement lieu en mars pour être récoltée en décembre. On cultive par endroit, une variété à cycle court de 3 mois (surtout entre l'étang de Miragoane et le Carrefour des Ruisseaux) introduite dans les années 70 par le MARNDR. Dans les montagnes humides, on cultive par contre une diversité de cultures tels que l'igname, la patate douce, le maïs, le haricot (3 saisons) ainsi que la pomme de terre, divers légumes et la banane. Cette dernière est cultivée dans des bas-fonds où la disponibilité de l'eau est meilleure. L'ouragan Thomas en Novembre 2010 n'a pas causé de dégâts importants sur les plantations de banane, comme ce fut le cas dans les départements voisins. On trouvera également, le long de nombreuses petites rivières ainsi que la Grande Rivière des Nippes, des petits systèmes d'irrigation où on y cultive principalement la banane figue et la canne à sucre.

Cette année, dans les plaines et mornes sèches, les pluies ont démarré avec près de 2 mois de retard à la mi-mai et ensuite les pluies ont été plutôt sectorielles. Les producteurs ont tenté leur chance pour la mise en culture du sorgho, mais les surfaces emblavées varient fortement d'une section-communale à l'autre en raison de l'irrégularité des pluies. La partie est du département est plus touchée, comme le montre la carte NDVI d'août 2011 (annexe I). Dans les sections-communales où les pluies ont été favorables, les pluies devront continuer plus longtemps que la normale afin d'assurer la maturité du sorgho à cycle long. Ainsi, on s'attend à une diminution significative de la production de sorgho dans le département. Avec le retard des pluies, les surfaces emblavées par le haricot ont fortement diminué et ainsi la production est considérablement inférieure par rapport à 2010. Dans les montagnes humides, des pluies en dessous de la normale ont été observée vers la fin mars et avril. Ces pluies ont toutefois permis aux producteurs de cultiver leurs terres avec un retard de 2-3 semaines sur la normale. A partir d'avril, les pluies ont été régulières et en dessus de la normal, permettant ainsi à toutes les cultures de terminer leur cycle dans de très bonnes conditions. On note toutefois, une diminution de la production de taro mazombel en raison d'attaque de phytophtora sur les tubercules. Dans les zones irriguées, le manque d'eau et l'absence d'engrais pour le riz a eu pour résultat une diminution de la production par rapport à 2010. Dans les bas-fonds, les fortes pluies de début juin ont également causé des pertes de riz.

Département de la Grande Anse

Le département de la Grande Anse, est, avec le Nord, le plus humide d'Haïti. Les forêts occupent une part considérable des montagnes humides à très humides où il pleut tous les mois de l'année. On y

retrouve les 'jardins créoles' à étage avec une diversité importantes de cultures tels que les tubercules (igname, taro, patate douce), la banane plantain, l'arbre véritable et divers cultures arborées tels que le café et le cacao. Le maïs et les haricots (trois saisons par année) y sont également cultivés. Les côtes marines ainsi que la pointe est du département, sont généralement moins arrosées et on y cultive principalement le maïs et le haricot.

Le département de la Grande Anse a été le plus fortement touché par l'ouragan Thomas en novembre 2010. Thomas a fortement impacté la production de banane à la fin 2010/début 2011 ainsi que la production d'igname, principale tubercule du département. Les forts vents ont en effet endommagé les bananeraies, alors que les tiges d'ignames sur tuteurs ont été cassées. Les bananeraies ont été réhabilitées par les producteurs ; redressement et élimination des plantes endommagées afin de laisser les nouvelles boutures se développer. Ceci a causé des pertes importantes de récoltes en hiver 2010/11, alors que la plus-part des bananeraies arrivent en production en même temps dès fin mai 2011. De même pour les tubercules, l'ouragan Thomas a eu des effets défavorables, qui, eux, se prolongent jusqu'en août 2011. On anticipe toutefois, une récolte d'igname au-dessus de la normale dès la mi-septembre 2011. La récolte des fruits de l'arbre véritable a été nettement supérieure au printemps 2010 et ainsi a permis d'apporter un complément nutritionnel vital suite à l'ouragan Thomas.

Dans les parties basses du département (surtout Les Irois, Bonbon, Roseaux, Basse Guinadée, Vallée de Grande Anse, Bas Ravines à Charles et Gommier), le démarrage des pluies de printemps a été retardés jusqu'à la mi-mai. Dès le démarrage, les pluies ont été supérieures à la normale et bien réparties. Cependant, ce retard à causé une diminution importante des surfaces cultivées en maïs et les producteurs qui ont plantés en mars-avril ont obtenu une moins bonne récolte qu'en 2010. Dans les parties plus hautes du département, il n'y a pas eu de retard des pluies, celles-ci ayant continué normalement depuis février. Dans ces zones, la récolte de maïs de printemps a été bonne. Les fortes pluies de fin mai à début juin ont causés des dégâts importants sur les cultures de haricot arrivant à maturité. On notera que le cyclone Thomas a également causé des dégâts importants sur la récolte de maïs d'hiver 2010. Ainsi, les marchés ont permis de fournir les producteurs en semences de maïs depuis le département du Sud. On a toutefois noté que dans les zones les plus enclavées et qui n'ont pas eu de retard des pluies, les producteurs n'ont pas pu pleinement bénéficier de ces conditions favorables en raison d'un manque de semences. Dans la zone plus sèche à l'est du département, les producteurs ont cultivé le maïs dès le début des pluies et ont obtenu une bonne récolte. Dans les quelques rizières de la Grande Anse, très peu d'engrais est utilisé et donc le manque d'approvisionnement à l'échelle nationale n'a pas eu de conséquences négatives.

Département du Sud-Est

Le département du Sud-Est comprend une zone côtière relativement sèche où se trouve la plupart des villes et de nombreuses petites vallées sur les versants sud du Massif de la Selle où les pluies augmentent rapidement avec l'altitude. Ainsi, plusieurs zones agro-écologiques sont situées très proches les unes des autres et au sein même des plus petites unités administratives. On note également un gradient hydrique plus élevé au centre du département et qui tend à diminuer vers les extrémités est et ouest. On y cultive une diversité de cultures, principalement le maïs, le haricot, le sorgho, la banane et les tubercules, mais aussi des légumes et des fruits, du café et du cacao dans les 'jardins créoles' des montagnes humides et pour les marchés des villes avoisinantes. Cette année, des pluies précoces, mais isolées en prolongement de la saison d'hiver vers la fin janvier, ont poussé certains agriculteurs à tenter leur chance en cultivant du maïs dans la partie est du département (plaine de Mapou et de Cibaro) et le haricot dans la partie est (certaines sections-communales de Bainet et Marigot). Les pluies ont ensuite stoppé et la majorité de ces cultures ont échoués.

La saison des pluies a ensuite, démarré dès la mi-avril dans tout le département, avec 1.5 mois de retard sur la normale. Après le démarrage, dans l'est du département les pluies ont généralement été abondantes et bien distribuées avec un effet favorable sur la production de maïs, de haricot, de banane et de tubercule. Cependant, dans certaines zones, après l'échec de la première tentative de culture en janvier-février, moins de surface en maïs ont été emblavée (Anse à Pitre). Dans la partie centrale et ouest du département, les pluies ont toutefois été plus irrégulières avec une singularité que les montagnes ont reçu nettement moins de pluies que la normale. Ces conditions climatiques ont causés des réductions de surface emblavées. Le haricot a été principalement touché également en raison des fortes pluies de la première semaine de juin (1 au 6 juin). Les bananes et les tubercules sont par contre plus favorables cette année qu'en 2010. La culture de sorgho, quant à elle, est en déclin dans le département et ainsi elle a diminué par rapport à 2010.

Département du Sud

Le département du Sud est le premier producteur de maïs du pays, et également l'un des plus importants contributeurs à l'offre nationale de riz local et haricot. Les plaines humides et irriguées aux environs des Cayes représentent une zone principale de production. Le système d'irrigation a été endommagé par les cyclones de 2008 et n'ont pas été entièrement réhabilité, ce qui pèse encore sur la production de riz du département. Avec une grande diversité agro-écologique, le département du Sud contient également des zones de montagnes très humides en direction de la Grande Anse et des Nippes, où trois cultures de haricot sont pratiquées par année, et des zones de plaines et mornes sèche sur les zones côtières de l'est et ouest du département.

Cette année les pluies ont généralement été en retard, et cela surtout dans la plaine humide et les zones plus sèches à l'est du département. Très tôt dans la saison, certains producteurs ont mis leurs terres en culture lors de pluies précoces en février. La prériode de sec qui s'en est suivie à causé la perte des cultures dans les zones les plus touchées ; Aquin et une partie de St Louis. Cependant, dès le démarrage des pluies au début mai, elles ont été généralement bonnes et supérieurs à la normale. Les producteurs ont également mis en culture leurs terres, avec, cette fois de meilleurs résultats. Il faut noter que dans la partie est du département, les pluies n'ont pas été régulières et donc la production est inférieur à 2010. Dans les montagnes humides, ainsi que la côte sud et ouest (de Roche à Bateau jusqu'à Tibouron), les pluies ont démarré en mars et continué de façon régulière, assurant ainsi une bonne récolte de maïs. Le haricot, quant à lui, a été affecté par les fortes pluies de début juin dans tout le département. C'est en particulier le haricot planté en avril/mai qui arrivait à maturité qui a été le plus touché. Dans les zones où le haricot a été planté en février-mars, la récolte n'a pas été affectée.

De nouvelles variétés de riz sont promues par un projet Taiwanais avec de bons résultats. Cette année, la mauvaise disponibilité d'engrais à causé une chute de la performance des cultures intensives. En effet, sur les parcelles suivies par le projet, les producteurs ont du passer de 4 à 2 applications d'engrais par campagne, avec des diminutions de rendement de 4.2 à 3.5 TM/ha. La DDA n'a pas reçu d'engrais pour la campagne de printemps 2011 et a reçu 150 tonnes en juillet (contre 811 tonnes en 2010). Cependant, la DDA a relevé que très peu d'engrais sont utilisés dans les rizières du Sud et qu'elle estimait que le manque d'approvisionnement n'a pas eu, dans l'ensemble, de conséquences négatives sur la production. La disponibilité en eau dans les rizières est bonne pour les campagnes de printemps et d'été. Le sorgho est en régression dans le département et remplacé par le maïs. Comme dans la Grande Anse, l'ouragan Thomas a causé des dégâts sur la récolte de banane d'hiver, mais la récolte de printemps s'est avérée très bonne. Il semblerait que l'éclaircissage des bananeraies aurait également eu des effets bénéfiques, en raison de pratiques culturales défavorables qui résultent en des plantations trop denses et moins productives.